



VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

UNE PAIX EN UKRAINE SERA-T-ELLE UN NOUVEAU YALTA ?

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire



AVANT-PROPOS

L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a fonctionné comme une pique de rappel pour beaucoup dans le monde, mettant fin à l'illusion d'un ordre mondial apaisé et marquant le retour brutal du tragique en Europe. 3 ans après, la « paix » se profile au regard de l'évolution du conflit.

Il ne s'agit pas d'expliquer la paix de la Seconde guerre mondiale et celle qui pourrait avoir lieu en Ukraine sont du même registre. **La Russie de Vladimir Poutine n'est pas l'Allemagne nazie et l'Ukraine n'est pas dans la même configuration que l'Europe en 1945.** L'objectif de ce rapport est de démontrer que les conséquences issues de la paix peuvent avoir des répercussions similaires à savoir l'avènement d'un nouvel ordre mondial.

Nous débutons notre raisonnement par l'analyse des enjeux et des conditions dans laquelle émergera la paix. En effet, **au-delà de la paix en elle-même, les conditions de son obtention fixent les relations internationales entre les grandes nations** de la même façon que le Congrès de Vienne en 1815 a redéfini un nouvel ordre européen, le Traité de Versailles en 1919 et enfin la Conférence de Yalta préparant la paix de 1945.

Chaque grande négociation ouvre une nouvelle ère internationale assorti d'un nouvel ordre mondial. Depuis la Seconde guerre mondiale, nous avons vécu trois ordres mondiaux successifs : **le monde bipolaire de la guerre froide (1), le monde unipolaire de l'hyperpuissance américaine après la chute de l'URSS (2)** et mais qui est désormais contesté dans une troisième ère internationale que nous définirons dans ce rapport. Si les grandes mutations mondiales étaient à l'œuvre depuis plusieurs années, la guerre en Ukraine les a toutes accélérées.

En ce sens, **la « paix » en Ukraine peut ressembler à celle de Yalta en 1945 reconfigurant ex-nihilo un nouvel ordre mondial.** Dans ces circonstances, la France et l'Europe doivent anticiper ces évolutions pour survivre dans ce monde plus compétitif et plus dangereux.

AVANT-PROPOS	2
LA « PAIX » EN UKRAINE A UN PARFUM DE YALTA.....	5
LES ENJEUX AUTOUR DE LA RESOLUTION DU CONFLIT EN UKRAINE.....	5
LES ENJEUX TERRITORIAUX.....	6
LES ENJEUX ECONOMIQUES.....	11
LES ENJEUX POLITIQUES	16
LA « PAIX » EN UKRAINE : UN YALTA 2.0 ?.....	18
LA « PAIX » DE LA CONFERENCE DE YALTA.....	18
UNE PAIX NEGOCIEE EN EUROPE SANS LES EUROPEENS	21
QUEL PARALLELE AVEC LA PAIX EN UKRAINE ?.....	23
COMMENT YALTA AVAIT FAIT EMERGER UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?	25
LA CONFERENCE DE YALTA CONSACRE LE PRINCIPE « D’ANARCHIE INTERNATIONALE ».....	25
LA CONFERENCE DE YALTA CONSACRE UNE VISION EN « AIRE D’INFLUENCE »	26
UN NOUVEL ORDRE MONDIAL EMERGERA-T-IL APRES LA PAIX EN UKRAINE ?	30
AVANT LA GUERRE EN UKRAINE, LES PREMICES D’UN NOUVEL ORDRE MONDIAL	31
LA CONTESTATION DE L’HEGEMONIE AMERICAINE ET DU SYSTEME ONUSIEN.....	31
L’EVOLUTION DE LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE FACE A LA CHINE COMME RIVAL GLOBAL	36
LA CONTESTATION DU SYSTEME ECONOMIQUE MONDIAL DOMINE PAR LES ETATS-UNIS	40
LA GUERRE EN UKRAINE ACCELERATEUR DES MUTATIONS EN COURS.....	45
ACCELERATION DE LA CONSTESTATION DE L’HEGEMONIE AMERICAINE.....	45
ACCELERATION POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE	48
VERS UN NOUVEAU PARADIGME ECONOMIQUE : L’ECONOMIE DE GUERRE.....	53
A QUOI RESSEMBLERAIT UN NOUVEL ORDRE MONDIAL POST-GUERRE EN UKRAINE ?..	54
UN RENVERSEMENT D’ALLIANCES	54
UN MULTILATERALISME GLOBAL QUI DEVIENT UN UNILATERALISME REGIONAL	61
VERS UNE EMANCIPATION DES EMPIRES REGIONAUX	68
L’EUROPE DOIT ANTICIPER LA NAISSANCE D’UN NOUVEL ORDRE MONDIAL	72
BASCULER DE LA SIDERATION A LA PREPARATION	72
UN PREMIER TEST : GARANTIR LA SECURITE DE « L’UKRAINE DE L’OUEST »	75
COMPRENDRE LES DEFAUTS DE SON SOUTIEN A L’UKRAINE	75
DEUX OPTIONS POUR GARANTIR LA SECURITE DE L’UKRAINE	77

VERS L'EMERGENCE D'UNE TROISIEME VOIE ? REINTERROGER NOS ALLIANCES..... 81

CONCLUSION..... 86

LA « PAIX » EN UKRAINE A UN PARFUM DE YALTA

Il ne s'agit pas d'expliquer la paix de la Seconde guerre mondiale et celle qui pourrait avoir lieu en Ukraine sont du même registre. **La Russie de Vladimir Poutine n'est pas l'Allemagne nazie et l'Ukraine n'est pas dans la même configuration que l'Europe en 1945.** L'objectif de ce rapport est de démontrer que les conséquences issues de la paix peuvent avoir des répercussions similaires à savoir l'avènement d'un nouvel ordre mondial.

Nous débutons notre raisonnement par l'analyse des enjeux et des conditions dans laquelle émergera la paix. En effet, **au-delà de la paix en elle-même, les conditions de son obtention fixent les relations internationales entre les grandes nations** de la même façon que le Congrès de Vienne en 1815 a redéfini un nouvel ordre européen, le Traité de Versailles en 1919 et enfin la Conférence de Yalta préparant la paix de 1945.

LES ENJEUX AUTOUR DE LA RESOLUTION DU CONFLIT EN UKRAINE

En règle générale, une paix après un conflit règle trois grands points d'achoppement : **la question territoriale** évidemment, **les questions économiques** et **la question politique** qui est au cœur du litige, Le conflit ukrainien ne déroge pas à la règle.

LES ENJEUX TERRITORIAUX

Alors que les négociations ont débuté, les questions territoriales liées à la résolution du conflit russo-ukrainien demeurent particulièrement complexes, avec des implications considérables tant pour l'Ukraine que pour la Russie, mais également pour les populations locales directement touchées par les hostilités.

La Russie occupe actuellement une partie substantielle du territoire ukrainien, **équivalant à environ 19% des frontières internationalement reconnues du pays**. Ces territoires comprennent la Crimée, annexée dès 2014, ainsi que des régions importantes des oblasts de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia, représentant **une superficie totale d'environ 113 000 kilomètres carrés** — une taille comparable à celle de l'État américain de Virginie ou à un pays européen comme la Belgique ou le Portugal.¹

Les ambitions territoriales de Moscou ont été clairement formulées par le président Vladimir Poutine dès juin 2024, lorsqu'il a réaffirmé la volonté russe de **conserver l'intégralité des oblasts de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia sous contrôle russe**. Ces régions russophones, sont vues par la Russie comme opprimées et doivent être sous gouvernance russe. Cela explique pourquoi la Russie risque de jouer son avantage, même durant les négociations, et pousser au maximum pour augmenter son contrôle territorial. En outre, le Kremlin exige que l'Ukraine demeure neutre et renonce officiellement à toute velléité d'adhésion à l'OTAN, conditions que la Russie présente comme indispensables à tout accord de cessez-le-feu, mais nous y reviendrons après.

De son côté, l'Ukraine reste inflexible quant à son intégrité territoriale, revendiquant constamment **la pleine souveraineté sur l'ensemble de ses frontières internationalement reconnues, soit les frontières de 1991**. Le président Volodymyr Zelensky et son gouvernement ont maintes fois répété

¹ Russia Matters. (2025, mars 12). *Russia-Ukraine war report card: March 12, 2025*. Russia Matters.

qu'une véritable sortie du conflit implique nécessairement le retrait complet des forces russes, la libération des prisonniers ukrainiens, ainsi que la restitution de tous les territoires occupés. La position de Zelensky est largement soutenue par l'opinion publique ukrainienne, qui considère majoritairement toute concession territoriale comme inacceptable, injuste et dangereuse, car elle établirait un précédent susceptible de compromettre durablement la souveraineté nationale. Seulement, Zelensky doit composer avec un principe de réalité : **l'incapacité de son armée, faute de moyens, d'entamer une contre-offensive de grande ampleur permettant de recouvrir l'ensemble des territoires occupés illégalement par la Russie.**

Au-delà de l'occupation du territoire ukrainien par les armées russes, deux points territoriaux sont sensibles pour l'obtention de la paix en Ukraine : l'avenir des oblasts traversés par la ligne de front (1) et reprendre le peu de territoire contrôlé par les Ukrainiens à Kursk (2).

Le premier enjeu majeur demeure **l'avenir des oblasts actuellement fragmentés par la ligne de front, Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia** comme le montre la carte ci-dessous.

Figure 1 – **État des lieux du front au 16 mars 2025, trois jours après la rencontre historique entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky²**

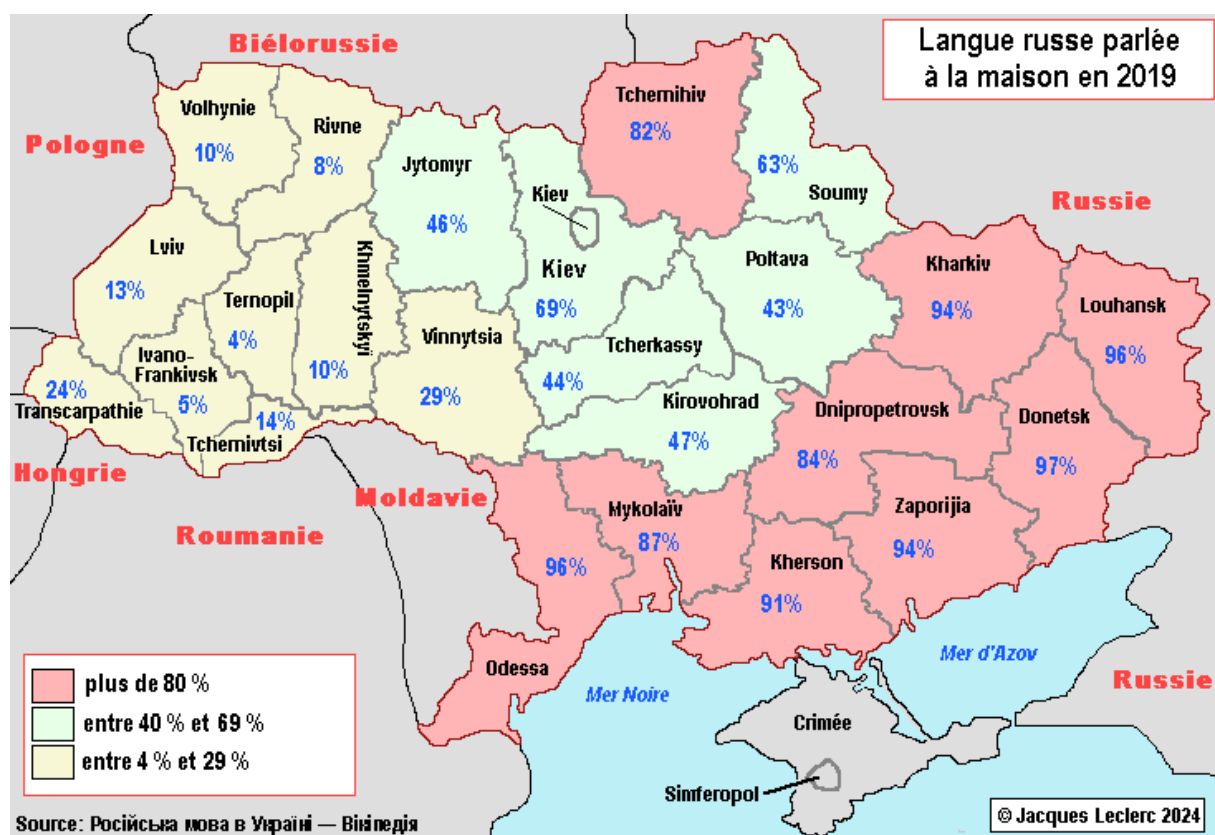


Ces régions sont divisées par des combats incessants, créant des zones distinctes contrôlées soit par la Russie soit par l'Ukraine. **La Russie ambitionne une annexion et une intégration complètes de ces oblasts au sein de sa fédération, tandis que l'Ukraine continue de lutter pour leur libération totale.** Les populations locales, quant à elles, expriment des

² Wolkov, N., Gasparyan, D., Gibson, O., Harvey, A., Evans, A., Kagan, F. W., Runkel, W., & Trotter, N. (3 avril 2025). *Russian Offensive Campaign Assessment, April 3, 2025*. Institute for the Study of War.

positions diverses, reflétant un mélange complexe d'identités ethniques, linguistiques et idéologiques. Certaines communautés soutiennent clairement l'Ukraine, tandis que d'autres, influencées par la propagande russe ou par leurs propres préférences politiques, se montrent plus favorables à une intégration russe. Néanmoins, les référendums organisés par les autorités russes dans ces zones en septembre 2022 ont été largement condamnés par la communauté internationale, qui les juge manipulés et illégitimes.

Figure 2 – **Le poids de la langue russe parlée à la maison en Ukraine**³



Autre point d'achoppement, **la présence ukrainienne en Russie**. Par ailleurs, le conflit a connu une escalade significative en août 2024 lorsque **les forces ukrainiennes ont brièvement occupé plusieurs localités de l'oblast russe de Kursk, dont la ville de Sudja**. Cette manœuvre stratégique visait à démontrer la capacité de l'Ukraine à porter les hostilités

³ Université Laval. *Ukraine : 1) Données démolinguistiques. Axe sur le monde.*

sur le sol russe et à renforcer sa position dans les négociations. Toutefois, dès mars 2025, les forces russes avaient repris la plupart de ces territoires.

Les pourparlers de paix se heurtent toujours à des obstacles majeurs, principalement liés à ces désaccords fondamentaux sur la souveraineté territoriale. La Russie demeure inflexible sur la conservation des territoires occupés et exige la neutralité géopolitique de l'Ukraine, tandis que cette dernière refuse catégoriquement tout abandon territorial disproportionné, alors que la Russie ne contrôle pas entièrement les Oblasts en question, et réclame des garanties de sécurité solides et crédibles. Les récentes initiatives diplomatiques, notamment celles menées par les États-Unis en Arabie saoudite, à Riyadh, ont tenté de dépasser ces profondes divergences mais n'ont jusqu'à présent abouti qu'à des résultats limités.⁴

Figure 3 – Liste des oblasts que la Russie considère comme relevant de la « Nouvelle Russie »⁵



⁴ Trevelyan, M. (2025, 28 mars). *Mois après la première incursion, les troupes ukrainiennes combattent dans une deuxième région russe, selon des blogueurs militaires. Reuters.*

⁵ Lewis, M. W. (s. d.). *Novorossiia Archives - GeoCurrents. GeoCurrents.*

La dimension territoriale est au cœur des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie et demeure problématique. **Les positions diamétralement opposées des deux parties, et la réalité complexe des populations locales, rendent la recherche d'une solution durable particulièrement ardue**⁶.

LES ENJEUX ECONOMIQUES

Les enjeux économiques qui sous-tendent la résolution du conflit ukrainien sont considérables, **touchant au contrôle des ressources, aux réparations, à la reconstruction et aux infrastructures stratégiques**. Les négociations en cours ne concernent pas seulement des aspects territoriaux ou politiques, mais s'articulent autour de ressources économiques cruciales pour l'avenir de l'Ukraine et les équilibres géopolitiques internationaux.

Les ressources stratégiques de l'Ukraine

Terres rares et minéraux critiques

L'Ukraine dispose d'importantes réserves de minéraux, essentiels pour les industries et technologies de pointe ainsi que la défense. **Plusieurs rapports indiquent que le pays détient des gisements substantiels de 22 des 34 minéraux identifiés comme critiques par l'Union européenne**⁷. Parmi eux, environ 5 % des réserves mondiales de terres rares, dont le lithium, le titane et le béryllium qui sont vitaux pour les équipements électroniques, d'énergies renouvelables et le matériel militaire. Toutefois, leur exploitation est actuellement fortement entravée par l'occupation russe, en particulier dans la région du Donbass où se situent une grande partie de ces gisements.

⁶ The Moscow Times. (2025, mars 23). *Playing for time: What the Kremlin wants in new talks with the US on Ukraine*.

⁷ La Nouvelle République. *Accord entre Kiev et Washington sur les minerais : les terres rares ukrainiennes sont spéculatives*. La Nouvelle République.

La dimension stratégique de ces ressources a attiré une attention internationale accrue. Ainsi, en février 2025, **les États-Unis ont proposé un accord de création d'un Fonds d'investissement pour la reconstruction, engageant l'Ukraine à verser 50 % de ses futurs revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles—minéraux, pétrole et gaz—dans ce fonds destiné à soutenir la reprise économique post-conflit.**⁸

Figure 4 – La carte des ressources minières ukrainiennes en 2024⁹



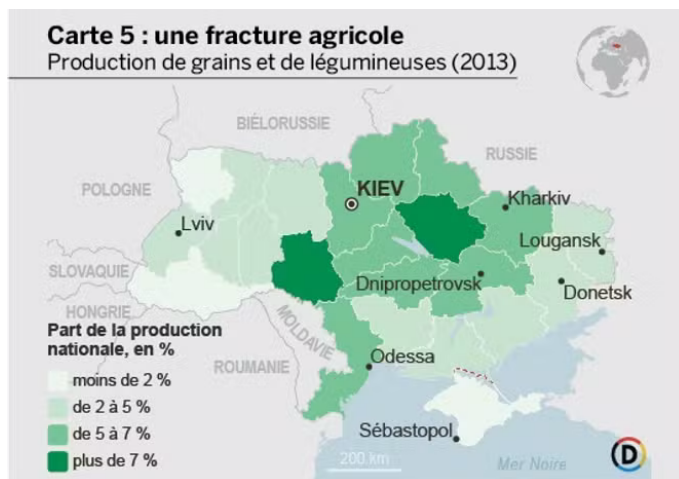
Richesse agricole

Au-delà des minéraux, **les capacités agricoles de l'Ukraine lui ont valu le surnom de « grenier à grain de l'Europe »**. Ses vastes étendues de terres noires fertiles (tchernoziom) jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire mondiale, l'Ukraine étant l'un des principaux exportateurs mondiaux de blé, de maïs et d'huile de tournesol. **Avant le conflit, l'agriculture représentait environ 12 % du PIB ukrainien et 40 % de ses exportations**¹⁰.

⁸ Duggal, H., & Ali, M. (2025, 28 février). *Mapping Ukraine's rare earth and critical minerals*. Al Jazeera.

⁹ Philouze-Rousseau, A. (2025, 26 février). Accord entre Kiev et Washington sur les minerais : « Les terres rares ukrainiennes sont spéculatives ». *lanouvellerepublique.fr*

¹⁰ Kyiv School of Economics. (2025, janvier). *AgroDigest Ukraine January 2025*.

Figure 5 – La production agricole céréalière ukrainienne¹¹

La question agricole pose des problèmes dans le cadre de la résolution du conflit dans la mesure où celle-ci est principalement située autour du centre du pays, mais que l'Ouest des oblasts de Donetsk et surtout de Kharkiv ne sont pas sans intérêt, à la différence du reste des oblasts occupés par l'Ukraine. **C'est aussi pour cela que Vladimir Poutine souhaite récupérer la totalité des oblasts et non s'arrêter là où la ligne de front s'établit.**

Le second problème que pose la question agricole dans la résolution de la paix concerne l'exploitation du port d'Odessa. En effet, comme nous l'avons montré, 40% des exportations ukrainiennes avant le début du conflit sont des exportations agricoles. Or, celles-ci transitent essentiellement par le port d'Odessa. Il est à noter que lors du premier trimestre 2024, **12 millions d'exportations agricoles ont transité par le port d'Odessa sur 17 millions d'exportations agricoles ukrainiennes, soit 70%**¹².

Ressources énergétiques

L'Ukraine détient également d'importantes ressources énergétiques, notamment du charbon, du pétrole et du gaz naturel, principalement localisées dans le bassin du Dniepr-Donetsk. **Les réserves d'hydrocarbures**

¹¹ Le Monde. *Aux yeux de Kiev, l'est de l'Ukraine n'est pas la Crimée*. Le Monde, avril 2014.

¹² BBC News Afrique. *Zelensky déclare que 321 installations portuaires ont été endommagées lors des frappes*. BBC News Afrique. (7 mai 2024).

largement inexploitées situées en mer Noire, estimées à environ deux trillions de mètres cubes de gaz naturel, constituent un énorme potentiel inexploité pour l'indépendance énergétique et la stabilité économique du pays. Toutefois, les hostilités militaires ont fortement entravé les activités d'exploration et d'exploitation, notamment en mer, freinant le développement du secteur énergétique ukrainien et exacerbant les vulnérabilités existantes.

Dynamiques des réparations et de la reconstruction

Le débat des réparations

La question des réparations de guerre par la Russie fait l'objet d'un débat international, mais elle reste complexe tant sur le plan juridique que diplomatique. **En 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies avait adopté une résolution appelant la Russie à verser des réparations, mais Moscou refuse toute reconnaissance de responsabilité,** ce qui complique fortement leur mise en œuvre effective. Des alternatives, comme l'utilisation des actifs russes gelés dans les pays occidentaux pour financer la reconstruction via l'émission d'obligations, sont envisagées, mais elles se heurtent à d'importants défis juridiques liés à l'immunité souveraine ainsi que parfois à une difficulté matérielle à saisir concrètement ces avoirs.¹³

L'impératif de la reconstruction

La tâche de reconstruction de l'Ukraine est immense. Une évaluation conjointe menée début 2023 par le gouvernement ukrainien, la Banque mondiale, la Commission européenne et les Nations Unies a estimé **le coût total de la reconstruction à environ 411 milliards de dollars**, chiffre susceptible d'augmenter avec la durée du conflit. Un plan de reconstruction en plusieurs phases, présenté lors de la Conférence sur la relance de l'Ukraine à Lugano en 2022, prévoit une assistance humanitaire immédiate,

¹³ World Bank. (2023, 23 mars). *Updated Ukraine Recovery and Reconstruction Needs Assessment*.

la reconstruction des infrastructures critiques, et une modernisation à plus long terme visant à intégrer l'économie ukrainienne aux standards européens. Des principes clés comme la transparence, la responsabilité et la durabilité ont été soulignés afin d'assurer une mise en œuvre efficace et d'attirer des investissements privés essentiels.¹⁴

Des mises à jour récentes de 2025 révèlent les lacunes financières encore présentes dans le financement de la reconstruction. **Le gouvernement ukrainien, avec l'aide internationale, a alloué environ 7,37 milliards de dollars à des projets prioritaires dans les secteurs du logement, de la santé, de l'éducation et de l'énergie.** Cependant, un déficit financier d'environ 10 milliards de dollars subsiste, soulignant la nécessité cruciale d'un investissement plus large, tant privé qu'international.

Infrastructures : l'importance stratégique du port d'Odessa

Parmi les infrastructures essentielles de l'Ukraine, **le port d'Odessa occupe une position stratégique centrale**, sur les questions agricoles, mais pas seulement. Plus grand port en eaux profondes d'Ukraine, il assure près de 70% du commerce international ukrainien, jouant ainsi un rôle majeur dans la reprise économique du pays et dans la stabilité mondiale des approvisionnements alimentaires.

Le conflit a sévèrement perturbé les opérations portuaires, avec des frappes de missiles russes ayant visé à plusieurs reprises les installations et les cargaisons de céréales, menaçant ainsi les chaînes d'approvisionnement mondiales et exacerbant les inquiétudes sur l'insécurité alimentaire. En mars 2025, une attaque au missile a notamment gravement endommagé un navire transportant des céréales vers l'Algérie, causant des victimes humaines et illustrant la vulnérabilité critique du port.

¹⁴ Reuters. (2022, 14 novembre). *U.N. General Assembly calls for Russia to make reparations in Ukraine.*

La sécurisation du port d'Odessa et le maintien de corridors maritimes ouverts malgré les menaces persistantes sont donc indispensables à la reprise économique de l'Ukraine et au commerce international. Les forces navales ukrainiennes, avec le soutien de partenaires internationaux, prennent d'importants risques pour garantir la continuité des opérations maritimes, ce qui démontre clairement la dimension stratégique du port. ¹⁵

LES ENJEUX POLITIQUES

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine continue d'affecter profondément la politique mondiale, les dynamiques de sécurité et les relations internationales. Alors que les deux parties restent fermement campées sur leurs positions et que les négociations diplomatiques stagnent, la résolution de ce conflit soulève des enjeux politiques considérables et des défis complexes pour les deux principaux protagonistes¹⁶

Pour Vladimir Poutine, la guerre en Ukraine constitue un élément central d'une stratégie géopolitique plus large, destinée à rétablir la Russie au rang de grande puissance mondiale. Fondamentalement, il considère l'Ukraine comme essentielle à l'identité historique russe et à la sécurité géopolitique du pays. Ses objectifs principaux incluent ainsi une expansion territoriale, la création d'une zone tampon face à l'OTAN et surtout la non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN (comprendre sa neutralisation). L'ensemble de ces paramètres conduisent à l'affaiblissement de la souveraineté ukrainienne.¹⁷

In fine, **son objectif est d'installer à Kiev un gouvernement pro-russe ou, à défaut, d'imposer à l'Ukraine une neutralité durable.** Une illustration notable de cette stratégie est apparue en mars 2025 lorsque Poutine a proposé de placer temporairement l'Ukraine sous une gouvernance externe

¹⁵ Bloomberg. (2022, 27 janvier). *Ukraine Trade Arteries Show Putin's Options Short of All Out War*.

¹⁶ Council on Foreign Relations. (2024). *Conflict in Ukraine*. Council on Foreign Relations. Consulté en mars 2025.

¹⁷ Foreign Affairs. (2024). *Russia's demands and Ukraine's dilemma*. Foreign Affairs. Consulté en mars 2025.

supervisée par les Nations unies. Ce plan, officiellement destiné à organiser de nouvelles élections, semble être une tentative de délégitimer le gouvernement de Zelensky et d'exercer indirectement une influence russe sur l'Ukraine. Toutefois, les ambitions de Poutine se sont heurtées à des obstacles majeurs : la résilience militaire et l'unité ukrainienne.

Du côté ukrainien, le président Zelensky a constamment mis l'accent sur deux objectifs étroitement liés : **la restauration complète de l'intégrité territoriale ukrainienne et une intégration claire dans les alliances occidentales**. L'objectif majeur de Zelensky demeure le retrait intégral des forces russes du territoire ukrainien, y compris de la Crimée. Son plan de paix en 10 points, présenté fin 2022, stipule les conditions nécessaires à tout cessez-le-feu : le rétablissement des frontières reconnues de l'Ukraine et des garanties de sécurité claires contre toute agression future.¹⁸¹⁹

Sur le plan interne, **Zelensky bénéficie toujours d'un soutien significatif, mais de plus en plus nuancé**. Des enquêtes menées par Carnegie en 2024 révèlent un soutien général solide à Zelensky, malgré une fatigue croissante face au conflit prolongé. Un sondage Gallup réalisé fin 2024 indique que **52 % des Ukrainiens préfèrent désormais négocier un règlement pacifique**²⁰.

Le gouvernement ukrainien continue de douter sur la sincérité russe dans les négociations, les soupçonnant de chercher à consolider ses gains territoriaux plutôt qu'à construire une paix²¹. La résolution finale du conflit remodelera indubitablement l'architecture sécuritaire européenne et influencera durablement l'équilibre mondial, rendant ces enjeux politiques décisifs pour l'avenir du continent et au-delà.²²

¹⁸ Euronews. (2025). *Ukraine: Macron propose une mission multinationale de maintien de la paix*. Euronews. Consulté en mars 2025.

¹⁹ Politico.eu. (2023). *Zelensky's 10-point peace plan for Ukraine*. Politico Europe.

²⁰ Responsible Statecraft. (2024). *Gallup poll: Majority of Ukrainians favor negotiated peace*. Responsible Statecraft. Consulté en mars 2025.

²¹ The New York Times. (2025, mars). *Doubts persist as Ukraine questions Russia's sincerity in peace talks*. The New York Times. Consulté en mars 2025.

²² The Washington Post. (2025, mars). *Putin proposes UN-supervised governance for Ukraine*. The Washington Post. Consulté en mars 2025.

LA « PAIX » EN UKRAINE : UN YALTA 2.0 ?

La guerre en Ukraine, qui est entrée dans sa quatrième année, dépasse largement les enjeux présentés ci-dessus, même s'ils sont extrêmement importants. Alors que la Russie cherche à retrouver son ancienne aire d'influence régionale et redéfinir les rapports de force mondiaux, **c'est bien le futur de la sécurité européenne et du nouvel ordre mondial à l'heure du XXI^e siècle qui est en jeu.** Une situation finalement assez proche de la résolution de la Seconde guerre mondiale, notamment lors de la Conférence de Yalta de 1945, quand les grandes puissances ont façonné l'Europe d'après-guerre en écartant les nations directement concernées. Sur le plan réel comme sur le plan symbolique, nous pouvons entrevoir ce parallèle. Les discussions entre Washington et Moscou rappellent le schéma de Yalta, où Roosevelt, Churchill et Staline décident de l'avenir de l'Europe de l'Est sans consulter les peuples concernés. **Mais jusqu'où va la comparaison ?**

LA « PAIX » DE LA CONFERENCE DE YALTA

La Conférence de Yalta évolue dans un contexte favorable à l'URSS

La Conférence de Yalta, organisée à la veille de la capitulation de l'Allemagne nazie, a réuni trois chefs d'État parmi les plus puissants de l'époque : Franklin D. Roosevelt (président des États-Unis), Winston Churchill (Premier ministre du Royaume-Uni) et Joseph Staline (dirigeant de l'Union soviétique). Bien que tous trois aient partagé le même objectif d'éliminer la menace nazie, leurs ambitions pour l'après-guerre différaient sensiblement, reflet d'un mélange de calculs idéologiques et de pragmatisme politique.²³

Peu d'événements dans l'histoire moderne ont eu un impact aussi profond que la Conférence de Yalta, qui s'est tenue en février 1945. Alors que la Seconde Guerre mondiale touchait à sa fin, les dirigeants des trois principales puissances alliées, **Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et**

²³ **Applebaum, Anne.** *Iron Curtain: The Crushing of Eastern Europe, 1944–1956.* Anchor Books, 2013.

Joseph Staline, se sont réunis pour dessiner les contours du monde d'après-guerre²⁴. Officiellement, il s'agit d'un sommet entre partenaires égaux, mais la réalité est bien différente. La balance du pouvoir penche en faveur de l'Union soviétique. Forte de ses victoires militaires, l'Armée rouge occupait déjà la majeure partie de l'Europe centrale et orientale, et Staline n'avait aucune intention de renoncer aux territoires qu'il contrôlait.

Il convient de rappeler le contexte dans lequel évolue cette conférence historique. Au début de l'année 1945, la dynamique de la Seconde guerre mondiale avait radicalement changé. L'Allemagne nazie était en repli prise en étau entre le front Ouest, le front Sud et le front Est : les armées alliées progressaient à l'Ouest et au Sud, tandis que l'Armée rouge traversait la Pologne et s'approchait de Berlin. Staline savait que son armée était en position de force et qu'aucun des autres Alliés ne pourrait la repousser militairement hors des territoires conquis.

Pour Roosevelt et Churchill, il était impératif d'assurer la coopération soviétique, notamment dans la guerre encore en cours contre le Japon. Bien que technologiquement supérieure, **l'armée américaine cherchait à limiter ses pertes humaines dans le Pacifique²⁵.** Plusieurs rapports militaires de l'état-major américain estiment que **la conquête du Japon sans les Soviétiques et/ou l'arme atomique auraient coûté la vie à entre 220 000 et 500 000 soldats américains²⁶.** La participation de l'URSS dans le conflit contre le Japon devenait ainsi un objectif prioritaire pour Washington, ce qui incita Roosevelt à faire certaines concessions à Staline.

Les points clés de la négociation de la conférence de Yalta

La conférence se déroule du 4 au 11 février 1945 à Yalta, en Crimée, et touche 4 grandes questions :

²⁴ **Beevor, Antony.** *The Second World War*. Back Bay Books, 2014.

²⁵ **Beschloss, Michael.** *The Conquerors: Roosevelt, Truman and the Destruction of Hitler's Germany, 1941–1945*. Simon & Schuster, 2003.

²⁶ Larané, A. 6-9 août 1945 - Une bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki. *Herodote.net*. (6 août 2023).

- Le **démembrement de l'Allemagne** et l'administration des territoires occupés ;
- **L'avenir politique de la Pologne et de l'Europe de l'Est** ;
- La création de **l'Organisation des Nations Unies** ;
- **L'entrée en guerre de l'URSS** contre le Japon.

Si l'on s'attarde sur les questions européennes, la Conférence de Yalta apporte deux points résolutions : l'Allemagne et l'avenir de l'Europe de l'Est et spécifiquement de la Pologne²⁷.

Bien évidemment, la question du sort de l'Allemagne fut abordé durant la conférence. **Les Alliés décidèrent de diviser le pays en quatre zones d'occupation : une pour les États-Unis, une pour le Royaume-Uni, une pour l'URSS et une pour la France.** Si cette division devait être temporaire, elle se transforma rapidement en séparation durable entre l'Est et l'Ouest. La question des réparations fut aussi à l'ordre du jour et fut bien plus houleuse. Staline exigeait 20 milliards de dollars en compensations, dont la moitié pour l'URSS. Les Occidentaux, marqués par l'échec du traité de Versailles, refusèrent d'imposer un montant précis, préférant un prélèvement indirect sous forme de démantèlement industriel.

Le sort de la Pologne fut le point le plus discuté et problématique de la Conférence. Le gouvernement polonais en exil à Londres espérait une restauration totale de son territoire et de son indépendance, ce qui incluait le territoire d'avant l'attaque allemande. Mais Staline, dont l'armée contrôlait déjà le pays, imposa un gouvernement communiste à Lublin malgré la défaveur de Churchill. Roosevelt, soucieux d'obtenir l'appui de l'URSS contre le Japon fit mine de soutenir Staline. Finalement, les Alliés acceptèrent le gouvernement pro-soviétique en échange de vagues promesses d'élections libres, qui ne furent jamais tenues.

²⁷ **Davies, Norman.** *Europe: A History*. HarperCollins, 1996.

UNE PAIX NEGOCIEE EN EUROPE SANS LES EUROPEENS

L'un des aspects les plus frappants de Yalta est l'exclusion des nations européennes. **À l'exception de la France**, qui reçut une zone d'occupation en Allemagne sans avoir été conviée à la conférence, les décisions sur l'avenir du continent furent prises sans que les principaux intéressés ne soient consultés. Un paradoxe cruel pour une guerre menée au nom de la liberté des peuples, sur le sol européen et qui fit d'énormes dégâts en Europe.

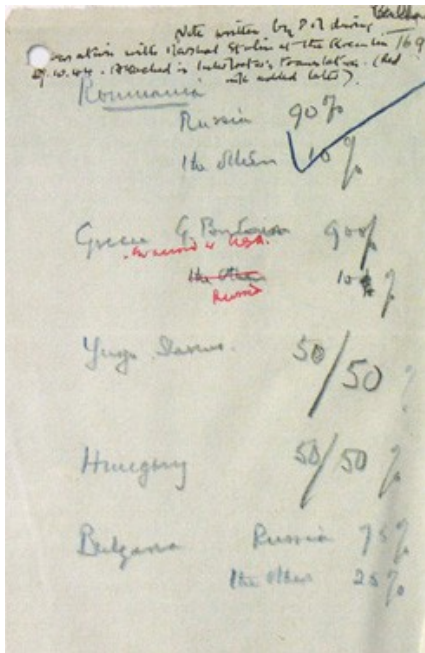
Si en Occident, le soulagement de voir la guerre toucher à sa fin domina dans un premier temps, il fit rapidement place à l'inquiétude face aux ambitions soviétiques. Churchill, qui s'était montré conciliant à Yalta, devint l'un des premiers à dénoncer l'expansion du communisme, allant jusqu'à prononcer **son célèbre discours sur le « rideau de fer » en 1946 à Fulton**. À l'Est, les gouvernements communistes soutenus par Moscou consolidèrent rapidement leur pouvoir, écrasant toute opposition et plongeant la région dans la sphère soviétique pour plusieurs décennies. La Conférence de Yalta eu des conséquences importantes, qui s'étendirent sur plusieurs années, alors qu'un nouvel ordre mondial voyait le jour.

Les rapports de force et les décisions de Yalta n'ont pas surgi de nulle part, bien au contraire, **elles ont été préparées en amont lors de précédents sommets**. Lors de la Conférence de Téhéran en 1943²⁸, Staline avait insisté pour qu'un second front soit ouvert en Europe de l'Ouest. En réponse, Roosevelt et Churchill avaient promis ce qui allait devenir le débarquement de Normandie.

La Conférence de Yalta est importante, mais elle est précédée d'un **autre accord, bien plus confidentiel, qui eut lieu en octobre 1944 à Moscou entre Churchill et Staline : l'« Accord des Pourcentages »**.

²⁸ A Decade of American Foreign Policy : Basic Documents, 1941-49, Prepared at the request of the Senate Committee on Foreign Relations, By the Staff of the Committee and the Department of State. Washington, DC : Government Printing Office, 1950

Figure 6 – « L'accord des Pourcentages » conclu entre Churchill et Staline, octobre 1944²⁹



Dans un échange pragmatique, **les deux dirigeants décidèrent d'un partage informel des zones d'influence en Europe de l'Est**. La Grèce resterait sous influence britannique, tandis que la Roumanie et la Bulgarie passeraient sous contrôle soviétique. Quant à la Hongrie et à la Yougoslavie, elles seraient partagées à parts plus ou moins égales. Cette entente secrète montrait déjà que les Occidentaux étaient prêts à accepter la domination soviétique sur une grande partie de l'Europe de l'Est.

La Conférence de Yalta, par l'abandon de la Pologne, acte de fait le partage de l'Europe en « aire d'influence », une occidentale et une autre orientale préfigurant ainsi de la Guerre froide telle qu'on la connaît.

²⁹ Herodote.net. 10 octobre 1944 - *Projet de partage des Balkans*. Herodote.net. (10 octobre 2024).

QUEL PARALLELE AVEC LA PAIX EN UKRAINE ?

La situation actuelle n'est bien évidemment pas la même que lors de la Conférence de Yalta, ne serait-ce que par son ampleur. Sur le continent européen, la Seconde guerre mondiale est une guerre totale impliquant près de la totalité des pays ce qui n'est pas le cas du conflit actuel entre deux États.

Toutefois, ce qui pourrait s'apparenter à une « paix » en Ukraine **reprend le même schéma que la « paix » de Yalta** décrit précédemment.

Premier point, **la négociation de Yalta acte un partage de l'Europe en zone d'influence, en l'occurrence une zone à l'Est et une zone à l'Ouest.** L'Europe se retrouve partagée en deux mondes qui coexisteront ensuite pendant plusieurs décennies. Or, **l'Ukraine semble se diriger dans le même sens, avec un partage de facto, puisqu'aucune grande puissance ne souhaite abandonner le territoire qu'elle prétend défendre.** Dans les faits, l'Ukraine, au regard de l'évolution des négociations, tend vers une partition si les puissances négociatrices imposent à l'Ukraine d'acter la séparation des territoires occupés par la Russie.

Deuxième paramètre, **la négociation de Yalta s'est faite sans les Européens.** L'on pourrait rapprocher la Conférence de Yalta à la Conférence de Berlin qui règle l'avenir de l'Afrique sans les Africains. **Or, la « paix » en Ukraine est pour l'instant négociée entre Vladimir Poutine et Donald Trump, là où les Européens n'ont pas voix au chapitre.** Cela ne serait donc pas la première fois que les Européens ne soient pas associés à l'avenir de leur Continent alors que jusqu'à la Seconde guerre mondiale, cela n'avait jamais été le cas. Le Traité de Versailles lors de la Première guerre mondiale est négocié par les pays européens. **De la même façon que les pays européens ont été marginalisés, l'Ukraine nation directement concernée est marginalisée.** En 1945, le destin de la Pologne fut largement décidé sans que cette dernière ne puisse réellement influencer. Dans la crise actuelle, l'Ukraine a certes beaucoup plus de poids que la Pologne de 1945, grâce à l'ample soutien occidental depuis le début du conflit, et à la mobilisation de

son opinion publique. Néanmoins, **un accord contraire aux intérêts ukrainiens pourrait alors répéter l'erreur historique consistant à sacrifier l'avenir d'un pays au nom d'une « paix » satisfaisant les puissants.** Qui ne peut pas considérer *a posteriori* que la paix de Yalta a laissé beaucoup de marges de manœuvre à Staline enfant une domination totalitaire soviétique sur tout l'Est de l'Europe pendant plusieurs décennies ?

Enfin, dernier point, **la Conférence de Yalta acte le déclin des grandes puissances européennes occidentales coloniales** (Royaume-Uni et France) qui ne pourront plus aspirer au titre de « puissance mondiale ». Cet événement conduit directement à la chute des empires coloniaux. **Or, la guerre en Ukraine acte de fait une forme de déclin des puissances occidentales (y compris de la puissance américaine) puisqu'elles n'auront pas sauvé un allié, qui plus est sur le sol européen.** Cela ne signifie pas que les Etats-Unis ou les grands pays de l'Union européenne ne compteront plus dans l'avenir des relations internationales, mais que l'équilibre entre l'Ouest et l'Est s'est rééquilibré. Un tel rééquilibrage entraînera nécessairement des répercussions sur les autres théâtres d'opération : Taïwan, Proche-Orient, Afrique, Amérique du Sud, puisque désormais un pays suffisamment fort peut étendre ses ambitions y compris territoriales sans avoir la crainte de se faire renverser en quelques semaines comme l'avait été le régime irakien de Saddam Hussein par les armées occidentales coalisées. Si elles n'ont pas su défendre l'Ukraine, comment pourraient-elles défendre Taïwan ou tout autre litige territorial impliquant une nation-empire ?

COMMENT YALTA AVAIT FAIT EMERGER UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

Les historiens, les experts des relations internationales et les responsables politiques ont maintes fois discuté de la façon **dont les accords conclus lors de la Conférence de Yalta ont établi, pour de nombreuses décennies, la structure d'un nouvel ordre mondial autour du principe d'anarchie internationale héritée du monde westphalien (1), un partage du monde et une logique de négociation qui a conduit à des concessions de part et d'autres (2) que l'on retrouve sur le dossier ukrainien.**

LA CONFERENCE DE YALTA CONSACRE LE PRINCIPE « D'ANARCHIE INTERNATIONALE »

Dans le champ des relations internationales, **le terme « anarchie » ne renvoie pas nécessairement au chaos, mais plutôt à l'absence d'une autorité centrale capable de contraindre les États.** Cette conception, associée historiquement aux traités de Westphalie (1648), s'est trouvée renforcée par la conférence de Yalta en 1945, lorsqu'il est apparu évident que les « Trois Grands » entendaient préserver leur souveraineté absolue dans leurs zones d'influence. Pourtant, la création de la Société des Nations, première instance supranationale aurait pu conduire le monde à évoluer progressivement vers une sorte de « Gouvernement mondial » après la Seconde guerre mondiale, c'est-à-dire que le règlement des différends entre les États se règle autour d'une autorité centrale commune. Il n'en a été rien.

Le système westphalien repose sur la reconnaissance mutuelle de la souveraineté des États. En 1945, Roosevelt, Churchill et Staline avaient tous parfaitement conscience que, malgré l'immense pouvoir dont ils disposaient, **il n'existait aucune instance internationale habilitée à imposer la forme de l'après-guerre.** Les discussions à Yalta n'ont dès lors fait que confirmer cette logique : chacune des grandes puissances préservait son libre arbitre dans la conduite de ses affaires, tout en négociant avec les autres sur un pied d'égalité formelle³⁰.

³⁰ Kissinger, H. (1994). *Diplomacy*. New York, NY : Simon & Schuster.

Roosevelt espérait bien sûr que la création de l'Organisation des Nations unies favoriserait une coopération mondiale durable, mais il savait aussi que **le Conseil de sécurité, tel qu'il l'imaginait, institutionnaliserait de fait la prééminence de quelques puissances capables de poser leur veto**. Cet équilibre entre souveraineté nationale et adhésion à un organe multilatéral reflète parfaitement la vision pragmatique d'après-guerre : reconnaître la nécessité de coopérer, sans pour autant abandonner la mainmise sur les principaux leviers de décision.³¹

Au fil du temps, les institutions comme l'ONU, **la Banque mondiale ou le FMI ont certes offert des espaces de coopération, mais n'ont jamais supplanté la primauté des États** lorsqu'il s'agit de politique étrangère et de sécurité. La Guerre froide, qui suivit presque immédiatement la Seconde Guerre mondiale, a montré la persistance de cette « anarchie » : ni les traités ni les instances multilatérales n'ont pu empêcher la formation de blocs antagonistes menés par les États-Unis et l'Union soviétique.

La crise ukrainienne illustre de nouveau cet état de fait : lorsque les intérêts nationaux majeurs sont en jeu, l'ONU ou la Cour pénale internationale n'ont pas la capacité d'imposer leur volonté face à un veto ou à une résistance armée. L'un des héritages de Yalta, c'est justement ce rappel : **tant que les États les plus puissants ne consentent pas, de leur plein gré, à respecter des règles communes, le système mondial demeure essentiellement un système d'États souverains**.

LA CONFERENCE DE YALTA CONSACRE UNE VISION EN « AIRE D'INFLUENCE »

Un second aspect majeur de Yalta est l'équilibre délicat instauré entre les Alliés, alors même que l'effondrement du Troisième Reich semblait imminent. Concrètement, l'Allemagne nazie n'avait presque plus aucune chance de retourner la situation, mais la manière de gérer sa défaite et de redessiner la carte de l'Europe restait tout à fait ouverte.

³¹ Kimball, W. F. (1997). *Forged in War: Roosevelt, Churchill, and the Second World War*. New York, NY : William Morrow.

La conférence a ainsi donné lieu à des compromis où chaque camp admettait ses limites : l'Armée rouge ne pouvait progresser indéfiniment vers l'ouest sans heurter les armées anglo-américaines, tandis que Washington et Londres, malgré leur méfiance envers Staline, n'avaient ni les moyens militaires ni la volonté politique d'expulser les Soviétiques d'Europe orientale.

Aux yeux de Joseph Staline, **la position de l'URSS était solide mais restait fragile à cause des pertes humaines et matérielles colossales subies pendant la guerre.** La contrainte majeure pour Staline : éviter d'attiser un affrontement direct avec ses alliés occidentaux car **une partie de l'État-major américain considérait déjà l'URSS comme une menace et envisageait de pousser leur avantage en Europe et de ne pas s'arrêter au fleuve d'Elbe.** C'était la position du General Patton qui a exprimé l'idée qu'il aurait fallu poursuivre l'offensive militaire contre les Soviétiques pendant que les forces alliées étaient encore mobilisées et que les États-Unis avaient l'avantage nucléaire. Face à ce risque, Joseph Staline soviétique chercha habilement à consolider un « glacis » de pays à l'Est tout en préservant une façade de coopération avec Roosevelt et Churchill pour éviter un isolement international à un moment critique³².

Du côté occidental, **Winston Churchill et Franklin Roosevelt abordaient Yalta avec des objectifs liés mais distincts.** Churchill redoutait avant tout que l'URSS ne prenne un ascendant irréversible en Europe de l'Est, mais l'épuisement britannique imposait la prudence. La priorité commune restait de vaincre rapidement l'Allemagne, quitte à tolérer des compromis inconfortables. **Roosevelt, quant à lui, se préoccupait de l'édification d'un ordre mondial stable** et, plus concrètement, **de la future implication soviétique dans la guerre du Pacifique.** Gravement affaibli sur le plan de la santé, il voyait dans l'avancée rapide de l'Armée rouge un atout majeur pour hâter la fin du conflit avec le Japon et limiter les pertes américaines. Dans ce cadre, la marge de manœuvre pour contrecarrer les ambitions territoriales de Staline demeurait réduite.

³² Service, R. (2004). *Stalin: A Biography*. Londres : Macmillan.

Malgré leurs divergences, les Alliés partageaient d'une priorité commune : **écraser définitivement l'Allemagne nazie**. C'est ce but supérieur qui permit à ces nations idéologiquement opposées de collaborer, au moins le temps nécessaire pour assurer l'anéantissement du Troisième Reich. Que les États-Unis et le Royaume-Uni, d'un côté, et l'Union soviétique, de l'autre, s'allient fut longtemps considéré comme un paradoxe. En 1941, l'Allemagne avait lancé l'opération Barbarossa contre l'URSS, transformant rapidement Staline en allié militaire des démocraties occidentales, malgré l'antagonisme patent entre capitalisme libéral et communisme. Le nazisme était si menaçant qu'il a contraint des puissances radicalement différentes à coopérer.

À Yalta, cette réalité imposa un climat de relative coopération. Le fameux engagement sur l'« Europe libérée », offrant l'illusion d'élections libres dans les territoires libérés, illustre la nécessité pour chacun de faire bonne figure. Dans les faits, Staline s'assurait une mainmise sur l'Europe de l'Est, mais Churchill et Roosevelt pouvaient au moins afficher auprès de leurs opinions publiques la promesse (même mince et peu crédible) d'un avenir démocratique pour ces régions³³.

Derrière l'alliance de façade, chaque dirigeant poursuivait des intérêts plus spécifiques. Roosevelt attachait une importance capitale à l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon : les États-Unis craignaient de lourdes pertes lors d'un débarquement éventuel sur les îles japonaises, et la participation soviétique offrait l'espoir d'abrégier le conflit.

Churchill, de son côté, se préoccupait principalement de la Méditerranée et de l'équilibre des forces en Europe occidentale. La Conférence de Yalta se révéla un exercice de diplomatie pragmatique : l'animosité sous-jacente fut tempérée par un impératif supérieur, à savoir éliminer définitivement la menace nazie.

En ce sens, Yalta illustre à quel point des négociations conclues dans un climat de contrainte peuvent sceller des divisions durables sur le long terme. Malgré l'ambition d'installer une paix durable, la conférence a précipité l'émergence **de la**

³³ Gaddis, J. L. (1997). *We Now Know: Rethinking Cold War History*. Oxford, Royaume-Uni : Clarendon Press.

notion de « sphères d'influence » qui se retranscrit dès les premières années de « l'après Yalta ».

En effet, les élections libres dans les pays d'Europe de l'Est évoquées à Yalta deviennent un point de discord majeur, surtout pour Staline, qui s'y refuse. Dès 1947, **il apparaît clairement que l'URSS met en place des régimes communistes dociles dans les États qu'ils ont libérés, mais qui ont vu une domination étrangère se substituer à une autre.** La région bascule alors sous l'égide soviétique, formant le « bloc de l'Est ». **Face à cette expansion, les États-Unis répliquent en adoptant le plan Marshall et la doctrine Truman, annonçant ainsi leur volonté de « contenir » le communisme via l'aide économique.** La mise en place du Blocus de Berlin en 1948 et la division officielle de l'Allemagne en deux États en 1949 ne sont que la suite logique des discordes connues, exprimées ou tues, lors de la Conférence de Yalta. Cette division de fait précipite la confrontation entre l'Est et l'Ouest, bientôt institutionnalisée par la création de l'OTAN en 1949 et du Pacte de Varsovie en 1955. S'en suivra la montée de la Guerre froide, caractérisée par la dissuasion nucléaire, les affrontements idéologiques, l'espionnage et des conflits par procuration dans le Tiers-Monde.

UN NOUVEL ORDRE MONDIAL EMERGERA-T-IL APRES LA PAIX EN UKRAINE ?

La Conférence de Yalta a fait émerger un nouveau monde après 1945 qui a marqué l'histoire pendant près de cinq décennies. **Alors que nous avons présenté des similarités sur les conséquences que pourrait avoir une « paix » en Ukraine, est-ce que celle-ci peut-elle faire émerger un nouveau monde ?**

Le « nouvel ordre mondial » est souvent associé à une théorie complotiste, mais en réalité il ne désigne que l'organisation du système international. Depuis la Conférence de Yalta, nous pouvons distinguer deux grandes ères internationales. D'abord, **la Guerre froide (1947-1991)** issu de l'héritage de 1945, notamment la conférence de Yalta, où les Alliés ont posé les bases de la paix d'après-guerre, structurant l'Europe autour de deux zones d'influence. Parallèlement, les Accords de Bretton Woods ont instauré un système financier dominé par le dollar, garant de stabilité et de croissance occidentale. La création de l'ONU visait à assurer la sécurité collective, mais s'est heurtée aux blocages du Conseil de sécurité. La guerre froide a ensuite figé le monde dans une logique bipolaire, concrétisée par la Doctrine Truman, le Plan Marshall, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, scellant la division du continent européen. La chute de l'URSS a ouvert une deuxième ère internationale : **l'unilatéralisme américain (1991-jusqu'à nos jours)**. Cette domination américaine du monde, qui s'est traduite par les guerres du Golfe, est désormais contestée depuis plus d'une décennie. **La guerre en Ukraine intervient alors dans un basculement d'ère internationale qui était déjà à l'œuvre.** Elle n'est pas l'élément déclencheur comme a pu l'être Yalta, mais plutôt accélérateur de mutations que l'on observait déjà.

AVANT LA GUERRE EN UKRAINE, LES PREMICES D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Ce basculement vers un nouvel ordre mondial moins dominé par les Américains se déclinait sur trois points : la **fin du système onusien qui consacrait la victoire du droit international** jugé par certains pays favorables aux puissances occidentales disposant de 3 sièges au Conseil de Sécurité de l'ONU (1), **l'évolution de la politique étrangère américaine face à la contestation globale chinoise** (2) et enfin, **la contestation du système économique et monétaire international jugé comme étant un instrument de domination américaine** (3).

LA CONTESTATION DE L'HEGEMONIE AMERICAINE ET DU SYSTEME ONUSIEN

Depuis la fin de la Guerre froide en 1991, les États-Unis occupent incontestablement une position unique et dominante sur la scène internationale, souvent qualifiée **d'hégémonie américaine**. Ce pouvoir sans précédent a profondément été renforcé par une domination des institutions internationales, notamment le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), puisque 3 pays sur 5 sont dans le camp occidental avec une domination américaine sur ceux-ci.

Cette domination résulte de l'effondrement de l'URSS actant la fin du monde bipolaire. En effet, **lorsque l'URSS implose à la fin de 1991, l'Ordre mondial que nous connaissions s'effondre**. Plusieurs facteurs y concourent : épuisement économique, investissement militaire hors de contrôle (notamment la guerre d'Afghanistan) et retard technologique par rapport à l'Occident. Pour autant, une chute si rapide a pu surprendre. Les réformes de Mikhaïl Gorbatchev, glasnost et perestroïka entre autres, qui devaient permettre de moderniser le système, libérèrent davantage encore la contestation interne et les revendications nationalistes dans les différentes

républiques soviétiques.³⁴ De la Pologne à l'Ukraine, les mouvements pour l'indépendance gagnèrent en force à la fin des années 1980, jusqu'à ce que, fin 1991, l'URSS ne disparaisse officiellement, laissant place à quinze États souverains. Dans *The Last Empire*, Serhii Plokhy³⁵ fait valoir que cette transition fut loin d'être sereine : « l'Occident, ébloui par son « triomphe », négligea parfois l'impact à long terme de ce bouleversement, en particulier la possible résurgence d'une Russie revancharde ».

Les États-Unis se retrouvèrent dans une situation de suprématie inédite dans l'histoire, qualifiée de « moment unipolaire » par certains. **Le président George H. W. Bush popularisa l'expression « nouvel ordre mondial », laissant entrevoir l'idée qu'un leadership américain, soutenu par des organisations internationales, apporterait stabilité et prospérité.** Mais cette parenthèse ne fut que de courte durée. Pour faire face à cette situation, l'OTAN s'agrandit pour inclure d'anciens pays du Pacte de Varsovie : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque devinrent membres en 1999, puis d'autres, comme les États baltes, rejoignirent l'Organisation en 2004. Les responsables occidentaux considéraient cette extension comme légitime, au nom du droit souverain de ces nations à choisir leurs alliances. **En Russie, toutefois, le récit prédominant soulignait une rupture de promesses informelles, selon lesquelles l'OTAN ne s'étendrait pas « d'un pouce vers l'Est ».** Ainsi, cette extension de l'ancien bloc de l'Ouest, profitant de la chute de l'URSS n'a fait qu'accentuer les griefs (même si aucun accord en bon et due forme n'avait été formulé, cette expansion sera à l'origine de la rupture encore plus prononcée avec la Russie).

Les années 1990 virent aussi l'accélération de la mondialisation : marché libre (surtout chez les anciens communistes), fulgurante croissance des échanges commerciaux, expansion des grandes firmes multinationales et explosions des technologies de l'information. Francis Fukuyama prophétisait dans *The*

³⁴ Getchell, M. (2017, October 26). The United Nations and the United States. *Oxford Research Encyclopedia of American History*. Retrieved 5 Apr. 2025.

³⁵ Plokhy, S. (2018). *The last empire: The final days of the Soviet Union*. Oneworld.

End of History and the Last Man³⁶ que la démocratie libérale et l'économie de marché s'imposeraient comme la forme ultime de gouvernement. En effet, tout le monde ne partageait pas cet optimisme. **Des chercheurs comme John J. Mearsheimer³⁷ y voyaient au contraire la preuve que le système mondial reste régi par des rivalités de puissance.** Pendant que l'Occident s'engageait dans des interventions ponctuelles, dans les Balkans, en Irak ou en Afghanistan par exemple, la Chine rattrapait son retard économique, profitant de son intégration économique à l'ordre mondial pour se hisser au premier plan technologique et industriel.

Ainsi, **l'influence singulière des États-Unis a généré des tensions révélatrices des contradictions entre les actions unilatérales américaines et les idéaux multilatéraux défendus par l'ONU** depuis sa création après la Seconde guerre mondiale.

La première guerre du Golfe (1990-1991) a initialement renforcé l'idée d'un multilatéralisme efficace sous la direction américaine. L'invasion du Koweït par l'Irak a déclenché une condamnation internationale rapide et a abouti à **une intervention militaire autorisée explicitement par le Conseil de sécurité de l'ONU, sous la conduite des États-Unis à la tête d'une large coalition internationale.** Cette intervention fut considérée comme un exemple parfait de coopération collective et de consensus international sous leadership américain.

En revanche, **après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis déclarent la guerre à « l'axe du mal » décrit par Georges W. Bush.** Dans ce contexte, les États-Unis entreprennent des actions unilatérales telles que les attaques en Afghanistan et en Irak. En effet, **la seconde guerre du Golfe en 2003 a révélé les limites du multilatéralisme.** En l'absence d'autorisation claire du Conseil de sécurité, due aux profondes divergences entre ses membres, **les États-Unis ont tout de même entrepris une action militaire**

³⁶ Fukuyama, F. (1992). *The end of history and the last man*. Free Press.

³⁷ Mearsheimer, J. J. (2014). *The tragedy of great power politics* (Édition mise à jour). W. W. Norton & Company.

en Irak de Saddam Hussein, en s'appuyant sur des informations erronées concernant les armes de destruction massive.³⁸ **L'invasion a été publiquement condamnée par le secrétaire général de l'époque, Kofi Annan, qui l'a qualifiée explicitement « d'illégale » au regard de la Charte des Nations Unies.** Cette décision a gravement entamé la crédibilité du système onusien, démontrant la disposition américaine à ignorer le consensus international lorsqu'il va à l'encontre de ses intérêts, créant ainsi un précédent inquiétant en matière d'interventions militaires unilatérales. Ainsi, a commencé à émerger au sein des pays du Sud, que les Etats-Unis pouvaient intervenir militairement contre n'importe quel régime « contestant l'hégémonie américaine ».

Lors des Printemps arabes de 2011, **les Américains réitèrent le même type d'intervention contre Mouammar Kadhafi en Libye** profitant d'une abstention chinoise et russe au Conseil de Sécurité de l'ONU après que l'autocrate a promis un « bain de sang » à Benghazi. Une nouvelle fois, cette intervention conduit à alimenter le ressentiment d'une partie des pays du Sud contre l'Occident, et en particulier les Etats-Unis.

La guerre civile syrienne, débutée en 2011, a consacré cette dynamique de ressentiment au sein de certains pays du Sud.³⁹ Ce conflit prolongé s'est rapidement transformé en une lutte par procuration complexe impliquant divers acteurs internationaux, parmi lesquels les États-Unis, la Russie, des puissances régionales et diverses factions armées. En parallèle, l'État Islamique a pu prospérer, ce qui a encore plus détourné les pays du Sud de l'Ordre établi. Au-delà des ressentiments au sein de certains pays du Sud, la **guerre civile syrienne a annihilé le poids de l'ONU dans la résolution des conflits.** Les tentatives du Conseil de sécurité de résoudre la crise humanitaire et de trouver des solutions diplomatiques ont été constamment paralysées par les veto répétés des membres permanents, particulièrement

³⁸ MacAskill, E., & Borger, J. (2017, 8 mai). Iraq war was illegal and breached UN charter, says Annan. *The Guardian*.

³⁹ Lederman, M. (2018, 5 juillet). *Why the strikes against Syria probably violate the U.N. Charter and (therefore) the U.S. Constitution*. Just Security.

la Russie et la Chine, opposées aux résolutions critiques envers le régime Assad, et surtout les États-Unis, refusant des mesures perçues comme une légitimation du gouvernement syrien. Le résultat fut limpide pour certains : un système inefficace (pas sans rappeler la SDN dans les années 1930) mais surtout un système qui n'est pas favorable à l'émergence d'une vision multilatérale des relations internationales.

Pire, les États-Unis avaient fixé « l'emploi d'armes chimiques » comme ligne rouge conditionnant une intervention militaire en Syrie contre le régime de Bachar el-Assad. Or, **cette ligne rouge a été dépassé par le régime syrien et pourtant, les États-Unis ne sont pas intervenus en raison du veto russe.** De fait, cela a marqué la fin du modèle du « Gendarme du Monde » qu'occupaient les États-Unis, allant vers un monde davantage multipolaire.

Simultanément, l'ascension de nouvelles puissances mondiales, notamment la Chine ou la Turquie et le retour de la Russie au premier plan, a directement **remis en cause la domination américaine sur l'Ordre Mondial et les institutions internationales, en plaidant pour une gouvernance mondiale plus multipolaire**⁴⁰. Ces pays cherchent activement à réduire l'influence américaine en promouvant des plateformes alternatives comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, qui sont devenus BRICS+ et ont accepté de nombreux états observateurs), visant une redistribution du pouvoir géopolitique. Alors que ces États gagnent en poids économique et politique, ils rejettent de plus en plus les initiatives américaines et appellent à une réforme des systèmes de gouvernance mondiale pour mieux refléter les réalités contemporaines et un ordre international plus équilibré.

L'attitude sélective des États-Unis dans les relations internationales a encore accentué l'érosion des normes multilatérales. Des exemples notables incluent le retrait américain du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et l'arrêt du financement d'agences onusiennes telles que l'UNRWA. Ces décisions reflètent une nette préférence pour les approches unilatérales,

⁴⁰ Özekin, M. K., & Sune, E. (2023). Contesting Hegemony : The Rise of BRICS and the Crisis of US-led Western Hegemony in the MENA Region. *Deleted Journal*, 21(3), 409-446.

affaiblissant les capacités opérationnelles des institutions essentielles et établissant des précédents problématiques, incitant potentiellement d'autres pays à emprunter une voie similaire, accentuant ainsi la fragmentation de la coopération internationale.

Ces évolutions ont des implications profondes pour le système onusien, dont l'efficacité dépend fondamentalement de l'engagement durable des États membres, notamment des plus puissants comme les États-Unis, à respecter ses principes fondamentaux et ses mandats. **La préférence américaine répétée pour l'action unilatérale, conjuguée à la paralysie chronique du Conseil de sécurité dans les crises majeures, notamment en Syrie, a sévèrement compromis la capacité des Nations Unies à remplir leur rôle primordial de maintien de la paix et de la sécurité internationales**⁴¹. Cette crise de confiance pose un défi existentiel à la légitimité même de l'ONU.

Si les États-Unis ont joué un rôle déterminant dans l'établissement et le soutien de l'ordre international post-Seconde Guerre mondiale, **leurs actions unilatérales ont souvent contredit et affaibli les institutions mêmes qu'ils ont contribué à créer**. Ainsi, leur domination est de plus en plus remise en cause, alors qu'ils sont accusés de ne pas être justes et impartiaux. L'émergence de puissances revendiquant davantage de multipolarité est la concrétisation de cette remise en cause⁴².

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE FACE À LA CHINE COMME RIVAL GLOBAL

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la politique de défense et de sécurité des États-Unis d'Amérique s'est essentiellement déployée autour de l'axe euro-atlantique. L'OTAN, créée en 1949, constituait le pilier principal de l'architecture occidentale et de la politique stratégique américaine, d'abord pour contenir l'Union soviétique, puis pour encadrer la transition post-soviétique. Cependant, l'essor spectaculaire de la Chine, conjugué à

⁴¹ **ASEAN.** (2020). *Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)*. ASEAN.

d'autres bouleversements internationaux (crise financière de 2008, conflits au Moyen-Orient, changements dans l'économie mondiale...), a progressivement participé à redéfinir les priorités américaines.

La Chine a poursuivi sa croissance économique à un rythme spectaculaire, croissance qui s'est accélérée dans les années 1990 et 2000. Les **réformes de Deng Xiaoping** avaient déjà introduit une économie de marché socialiste, mais c'est pendant les années 2000 que Pékin consolida son statut de puissance commerciale et financière, attirant les investissements étrangers et développant un tissu industriel sans équivalent dans le monde. Vers 2010, la Chine s'imposa comme la deuxième économie mondiale et se lança dans des projets d'infrastructures massifs, comme la « Nouvelle route de la soie », projet d'envergure voulu par le Président Xi Jinping dès son accession au pouvoir en 2012. L'autonomie technologique est devenue une stratégie essentielle pour les puissances émergentes. **Le projet chinois « Made in China 2025 », qui vise à dominer des secteurs stratégiques comme l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables et les transports, en est une parfaite illustration.** En réduisant leur dépendance aux technologies occidentales, ces nations renforcent leur compétitivité mondiale et leur résilience économique.

Les années Obama (2009–2017)

Face à cette ascension, les États-Unis, encore engagés au Moyen-Orient, se trouvèrent de plus en plus contraints de repenser leurs priorités stratégiques, comme l'a souligné Graham Allison dans *Destined for War*, évoquant le risque d'une « **trappe de Thucydide** » où la rivalité entre une puissance dominante et une puissance émergente mène souvent au conflit.

Les premières traces d'un « pivot » vers l'Asie datent de la présidence de Barack Obama (2009–2017). Le concept, détaillé dans un article de la secrétaire d'État Hillary Clinton paru en 2011 dans *Foreign Policy*, traduisait l'idée qu'à l'avenir, le nerf de la politique internationale se situerait plutôt dans la région Indopacifique, où la Chine consolide son influence économique et renforce ses capacités militaires. Malgré les engagements

militaires persistants au Moyen-Orient et la volonté de rassurer les alliés européens, ce nouveau cap montrait une évolution profonde dans la hiérarchie des intérêts stratégiques américains.

La présidence Obama coïncide avec un moment de recomposition globale : **crise financière de 2008, montée en puissance de la Chine, ou les printemps arabes à partir de 2011.** Dans ce contexte, l'administration Obama entendait concentrer les efforts diplomatiques et militaires américains sur une zone Indopacifique de plus en plus stratégique. L'article d'Hillary Clinton évoquait un « moment du Pacifique » pour les États-Unis, qui devaient développer un nouveau partenariat avec les pays de l'ASEAN (Philippines, Indonésie ou Vietnam par exemple), et renforcer les liens existants avec les alliés historiques comme le Japon ou l'Australie.

L'objectif de ce pivot était la recherche d'un équilibre face à l'influence chinoise croissante, sur le plan de la sécurité maritime face à l'activisme chinois en mer méridionale de Chine, mais aussi dans les domaines économique et technologique. **L'administration Obama voulait mettre en place le Partenariat Transpacifique ou TPP, un accord ambitieux visant à établir de nouvelles normes en matière de commerce, d'investissements et de propriété intellectuelle, excluant la Chine.** En renforçant ainsi les liens commerciaux et en soutenant un engagement plus intensif des partenaires asiatiques, les États-Unis espéraient freiner les ambitions régionales de la Chine.

Cependant, Obama ne put pas aller au bout de cette logique. D'autres dossiers majeurs, de la crise ukrainienne de 2014 aux tensions aux Printemps arabes, ont détourné l'attention et les ressources américaines. L'Amérique a eu hélas tendance à multiplier les fronts et les engagements durant l'ère Obama, ce qui limita sa capacité à se concentrer sur le seul défi chinois et à concrétiser cette vision.

Le premier mandat de Trump (2017–2021)

L'élection de Donald Trump en 2016 a d'abord renforcé les interrogations sur la durabilité d'un tel repositionnement. **Trump, réputé pour sa démarche transactionnelle et ses critiques acerbes à l'égard des alliances multilatérales, s'est certes montré peu enthousiaste à l'idée d'un grand projet de « pivot » mais n'a pas voulu tout remettre en question.** Ses attaques contre l'ASEAN ou les accords avec les pays de la région ont fait craindre le pire. Mais son opposition frontale aux pratiques commerciales et technologiques de Pékin, l'a poussé à se placer dans la continuation d'Obama et donner la priorité à la rivalité sino-américaine. En parallèle, il a multiplié les piques envers les Européens, les sommant d'augmenter leurs dépenses de défense et d'assumer une part plus importante du fardeau de la sécurité collective, comme pour préparer un revirement prioritaire et un désengagement. Avec le recul, nous voyons que Trump voulait que les Européens prennent en charge leur défense pour se concentrer ailleurs.

Avec la Guerre en Ukraine, on a vu renaître temporairement la solidarité transatlantique, **les États-Unis et leurs partenaires européens s'alliant pour contrer l'invasion russe.** Mais ceci semblait plus lié à la présence de Joe Biden et non un revirement américain durable, les hésitations du Congrès Américain ont confirmé cela... Donald Trump a depuis son retour poussé pour une solution diplomatique rapide qui mettrait fin, au moins provisoirement, à la guerre en Ukraine. La cessation des hostilités pourrait immédiatement libérer des ressources, autant financières que stratégiques, permettant de renforcer la présence militaire américaine dans l'Indopacifique et de confirmer le « pivot » vers l'Asie.

Durant son premier mandat, Trump privilégia une approche dite « transactionnelle », consistant à demander à chaque allié, qu'il soit européen ou asiatique, de « payer sa juste part » pour la défense commune. En d'autres termes, il bouscula les us et coutumes de la Diplomatie américaine. Les Sommets de l'OTAN furent par exemple régulièrement marqués par des tensions, Trump reprochant aux Européens de s'en remettre à la protection américaine sans consentir des efforts budgétaires suffisants. Il se montra

également critique vis-à-vis de l'ASEAN, rompant avec la logique de Barack Obama.

Pour autant, **Donald Trump s'est inscrit dans la continuité d'Obama en adoptant une posture vis-à-vis de la Chine tantôt** coercitive (tarifs douaniers punitifs, restrictions ciblées sur les entreprises technologiques chinoises) **entrecoupée de déclarations plus conciliantes** (notamment au début de son mandat, lorsqu'il parlait de sa « bonne entente » avec le président Xi Jinping). Sur le fond, Washington s'est montré nettement plus dure et intransigente que par le passé quant aux pratiques commerciales et à la politique industrielle de Pékin. Alors même que le « pivot » initié sous Obama n'était pas explicitement revendiqué par Trump, une forme de continuité existait : la question chinoise demeurait la priorité américaine.

En Europe, ce sont bien les attaques de Trump contre l'OTAN qui ont retenu l'attention, **laissant entrevoir le passage à une ère nouvelle et l'envie de désengagement américain d'Europe**. Trump a abordé l'idée d'un possible retrait partiel ou complet des forces américaines si les Européens ne s'engageaient pas davantage et ne s'impliquaient pas plus dans leur défense. Avec le recul, ce premier mandat semblait donner des indications précieuses sur les changements à venir pour les Américains. On pouvait voir qu'un rééquilibrage se préparait : Washington semblait se désintéresser des affaires européennes, au profit de l'Indopacifique et de la menace chinoise.

LA CONTESTATION DU SYSTEME ECONOMIQUE MONDIAL DOMINE PAR LES ETATS-UNIS

Le paysage économique mondial connaît actuellement une profonde transformation, marquée par **un déplacement majeur du centre de gravité économique de l'Atlantique vers la région indopacifique**. Cette transition remet en question la domination historique des États-Unis et pousse à une **réévaluation approfondie des structures traditionnelles de pouvoir économique puisqu'elle place l'Amérique en périphérie**. Donald Trump l'a bien compris et c'est la raison pour laquelle il veut déplacer le centre d'attention diplomatique et géopolitique des États-Unis vers cette région. Trois dynamiques clés émergent clairement de cette évolution majeure : **le**

glissement vers cette zone du pouvoir économique mondial, la contestation croissante du Consensus de Washington par le Sud Global, et les contestation de la suprématie du dollar américain.

L'océan Atlantique-Nord, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, était au cœur de l'activité économique mondiale. Cependant, depuis la fin du XXe siècle et au début du XXIe siècle, l'épicentre économique s'est clairement déplacé vers l'Indopacifique. **La spectaculaire ascension de la Chine, devenue la 2^e économie mondiale, conjuguée à la croissance de l'Inde et à la puissance économique collective des pays d'Asie du Sud-Est regroupés dans l'ASEAN⁴³, a redessiné la carte économique globale.** Aujourd'hui, la région indopacifique s'impose comme un nouveau centre névralgique de l'économie mondiale, non seulement en termes de PIB mais aussi en termes de flux commerciaux et d'investissements internationaux.

L'un des symboles forts de cette évolution est **la création en 2020 du Partenariat économique régional global (RCEP)⁴⁴, qui regroupe 15 pays de la zone Indopacifique et représente désormais environ 30% du PIB mondial.** Il s'agit actuellement du plus grand accord de libre-échange au monde, illustrant l'influence croissante de cette région et affirmant son importance sur la scène mondiale. Par ailleurs, l'expression largement répandue de « siècle du Pacifique » illustre la conviction que les pays riverains du Pacifique façonneront le discours économique et géopolitique mondial dans les décennies à venir.

Parallèlement, **le Consensus de Washington, promu par les institutions occidentales comme le FMI et la Banque mondiale,** rencontre une opposition de plus en plus forte dans les pays du Sud mais également au sein même de l'Europe. Initialement conçu comme un ensemble de recommandations néolibérales, privatisations, déréglementations et austérité budgétaire, le Consensus est désormais vivement critiqué, par des

⁴³ **ASEAN.** (2020). *Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)*. ASEAN.

⁴⁴ **Petri, P. A., & Plummer, M. G.** (2020). *RCEP: A new trade agreement that will shape global economics and politics*. Brookings Institution.

nations qui en dénoncent les effets négatifs sur l'équité sociale⁴⁵⁴⁶. Parallèlement, à la fondation du Pacte de Sécurité Collective de Shanghai en 2001, ou de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective en 2022, ce sont les BRICS qui ont vu le jour en 2009 et la Nouvelle Banque de Développement en 2014. Montrant la défiance et la remise en cause de plus en plus forte de l'Ordre Mondial.

Le Consensus de Washington est devenu un symbole de rejet dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique, à la suite des plans d'ajustement structurel (PAS) imposés par le FMI et la Banque mondiale. Destinées à stabiliser les économies après les crises de la dette, ces politiques ont entraîné des conséquences sociales sévères. En Afrique subsaharienne, **les dépenses publiques de santé par habitant ont chuté de près de 50% entre 1980 et 1995**, selon la Banque mondiale. Au Pérou, **les réformes appliquées dans les années 1990 sous la présidence de Fujimori ont permis une baisse de l'inflation de 7 500% à moins de 10% en quelques années**, mais au prix d'un accroissement de la pauvreté (49% en 2001). En Côte d'Ivoire, **entre 1980 et 1993, les dépenses publiques d'éducation ont diminué de 43%, entraînant une baisse significative des taux de scolarisation**. Ces chiffres illustrent pourquoi, pour de nombreux pays du Sud, le Consensus de Washington est devenu synonyme de politiques dictées par l'étranger, d'aggravation des inégalités et de mise à mal des services publics. Cette expérience a marqué la perception des institutions financières internationales et nourri un désir croissant de modèles alternatifs de développement, plus inclusifs et respectueux des spécificités locales.

En Amérique du Sud, la Bolivie et l'Équateur se sont explicitement éloignés du modèle néolibéral, mettant en place des politiques économiques favorisant l'intervention étatique dans les secteurs stratégiques et l'augmentation des investissements publics dans les programmes sociaux.

⁴⁵ **Rodrik, D.** (2006). *Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion?* Journal of Economic Literature, 44(4), 973–987.

⁴⁶ **Stiglitz, J. E.** (2002). *Globalization and its Discontents*. W.W. Norton & Company.

En Afrique, de nombreux pays misent désormais sur la coopération régionale et des stratégies de développement endogènes pour réduire leur dépendance vis-à-vis des institutions financières extérieures (en plus de bénéficier des Nouvelles Routes de la Soie et des largesses chinoises). Ces approches remettent profondément en cause les doctrines économiques traditionnelles venues de Washington et marquent une remise en question plus générale des orthodoxies néolibérales à l'échelle mondiale.⁴⁷

L'Europe n'est pas restée en retrait de ces débats. Après la crise de 2008, la Grèce est durement touchée par la crise de la dette en zone euro. **Les mesures d'austérité imposées à Athènes par ses créanciers internationaux ont provoqué de fortes réactions sociales, soulignant ainsi les limites et les contradictions du Consensus de Washington.** Cette situation pousse désormais les pays européens à réfléchir à un meilleur équilibre entre discipline budgétaire et justice sociale, exprimant une critique croissante envers des politiques économiques orthodoxes jugées trop dures pour les populations les plus vulnérables. Cela explique aussi le rejet de la suprématie économique allemande, qui s'est montré moins dure avec par exemple l'emprunt massif pour répondre à la crise du coronavirus.

En parallèle, **l'hégémonie du dollar américain commence également à être fortement contestée.** Le statut privilégié du dollar comme principale monnaie de réserve mondiale procurait aux États-Unis des avantages, tels que des coûts d'emprunt réduits et une influence géopolitique considérable. Toutefois, plusieurs pays cherchent à réduire leur dépendance au dollar, phénomène désormais connu sous le nom de « dédollarisation ».⁴⁸

Ainsi, la Chine et la Russie ont engagé des accords bilatéraux permettant le règlement de leurs échanges commerciaux en devises locales, contournant ainsi le dollar. Les pays du groupe BRICS envisagent par ailleurs la création

⁴⁷ **Ocampo, J. A.** (2023). *Reforming Multilateralism: The Global South's Perspective*. Foreign Affairs.

⁴⁸ **Reuters.** (2025, March 27). *De-dollarisation could speed up with US isolationist policies, analysts say*. Reuters.

d'une monnaie de réserve alternative afin de diminuer leur dépendance au système financier dominé par le dollar. **L'intégration du renminbi chinois au panier de devises des Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI en 2016**⁴⁹ constitue également un tournant majeur vers un système monétaire international plus multipolaire⁵⁰.

Cela s'inscrit dans la logique du **dilemme de Triffin**, théorie qui expose le conflit intrinsèque entre les objectifs de politique monétaire nationale d'un pays et son rôle de fournisseur d'une devise de réserve. Alors que les États-Unis font face à des défis économiques intérieurs croissants et à une dette en hausse, la confiance en la stabilité du dollar pourrait s'éroder, poussant de nombreux pays à rechercher des alternatives financières plus sûres.

Ces évolutions suggèrent l'émergence d'un ordre économique mondial davantage multipolaire, où **le pouvoir serait réparti plus équitablement entre diverses régions et pays**. L'ascension de l'Indopacifique, la contestation accrue du Consensus de Washington et le déclin de la prééminence du dollar annoncent une reconfiguration économique⁵¹. En définitive, ce processus d'éloignement progressif d'un modèle économique dominé par les États-Unis pourrait aboutir à un monde multipolaire plus équilibré, redessinant les équilibres économiques internationaux.

⁴⁹ **International Monetary Fund (IMF).** (2016). *IMF Adds Chinese Renminbi to SDR Basket*.

⁵⁰ **Global Times.** (2023, June). *China-Russia trade in local currencies exceeds 80%*.

⁵¹ **Eichengreen, B.** (2011). *Exorbitant Privilege: The Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System*. Oxford University Press.

LA GUERRE EN UKRAINE ACCELERATEUR DES MUTATIONS EN COURS

ACCELERATION DE LA CONSTESTATION DE L'HEGEMONIE AMERICAINE

La fin de la guerre en Ukraine pourrait constituer un tournant décisif dans les relations internationales contemporaines, remettant fondamentalement, et pour de bon, en cause l'ordre mondial établi après la Seconde Guerre mondiale. **L'ordre mondial hérité de Yalta et dominé par les Occidentaux/Américains avait été remis en cause à de nombreuses reprises ces dernières années** (des BRICS aux différentes alliances régionales ou aux Nouvelles Routes de la Soie). Malgré la cessation probable des hostilités, les tensions régionales devraient rester vives, alors que les pays de la région sont terrifiés par la Russie, notamment en Europe de l'Est. **Les États baltes ou la Pologne alertent depuis longtemps sur le risque que le cessez-le-feu puisse permettre à la Russie de se réorganiser militairement**, constituant ainsi une menace renouvelée sur le flanc oriental de l'OTAN. Cette inquiétude souligne les fragilités actuelles du dispositif stratégique de l'Alliance Atlantique.

Tout d'abord, la Guerre en Ukraine a accéléré la défiance du Sud à l'égard de l'Occident. Alors que la critique américaine de l'invasion russe s'est fait entendre (le tout soutenu par les Occidentaux), **les Pays du Sud ont souligné un « deux poids deux mesures »**. En effet, alors que beaucoup ne soutenaient pas Poutine dans son entreprise, ils n'ont pas compris pourquoi le traitement de la crise palestinienne est si différente... **En Ukraine, les Américains dénoncent l'envahisseur, mais rien n'est dit contre Israël, qui colonise la Cisjordanie**. Ce « **double discours** » rappelle la position occidentale lors de la Guerre Froide affirmant défendre les valeurs démocratiques du monde libre face aux Soviétiques tout en soutenant des autocrates (Shah d'Iran, Mobutu, Pinochet, etc.).

Le conflit ukrainien a mis à nu les vulnérabilités du système international basé sur des règles instaurées après la guerre. Les actions de la Russie,

depuis l'annexion de la Crimée en 2014 jusqu'à son invasion généralisée en 2022, constituent des violations flagrantes du droit international, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale. **L'incapacité des institutions internationales, notamment celle des Nations Unies, à prévenir ou à résoudre une telle agression, a été frappante.** L'impasse de l'Assemblée générale de l'ONU face à des décisions concrètes tout au long de la crise démontre clairement l'affaiblissement de son influence et de son efficacité. Tout cela montre une ONU à bout de souffle, ce qui rappelle la Société des Nations d'avant seconde guerre mondiale.

Ce conflit a révélé des fractures profondes au sein de la communauté internationale, surtout entre les pays occidentaux et les pays du Sud global. **Tandis que les pays occidentaux ont condamné l'agression russe et apporté leur soutien à l'Ukraine, de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont adopté une position plus ambiguë,** influencée par une méfiance historique envers l'interventionnisme et l'hégémonie occidentale. Cette divergence empêche toute action globale unifiée et renforce la perception d'un ordre international centré sur l'Occident.

Parallèlement, la guerre a accéléré la formation de nouvelles alliances géopolitiques, notamment entre la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, un regroupement souvent qualifié d'« **Axe du bouleversement** ». Cette alliance, motivée par l'opposition à la domination américaine et aux régimes de sanctions occidentaux, a renforcé la coopération économique et militaire. **Dès 2023, la Chine était devenue le principal partenaire commercial de la Russie, avec des échanges bilatéraux dépassant 240 milliards de dollars.** Dans le même temps, l'Iran et la Russie ont initié des accords financiers significatifs, incluant des échanges de devises destinés à contourner la dépendance au dollar américain, tandis que la Corée du Nord a fourni activement à la Russie des équipements militaires. Ces coopérations symbolisent une volonté concrète de créer des structures économiques et financières alternatives indépendantes de l'influence occidentale.

Cette dynamique émergente affaiblit significativement les institutions multilatérales établies. L'incapacité croissante des Nations Unies à faire respecter les normes internationales soulève des interrogations sur la légitimité et l'efficacité même du multilatéralisme. **La gouvernance mondiale apparaît de plus en plus fragmentée, évoluant vers une multipolarité et un régionalisme renforcé**, posant un défi majeur aux institutions traditionnelles comme l'ONU, l'OTAN et même l'Union européenne. Nous sommes revenus à un bilatéralisme brutal et le modèle du multilatéralisme, déjà chancelant, semble ne plus pouvoir faire son retour car durablement discrédité.

Le rôle des États-Unis durant les premières années de la guerre en Ukraine a été crucial mais de plus en plus ambigu. Le retour en force de la politique de « **America First** » sous l'administration Trump a introduit une imprévisibilité croissante dans la politique étrangère américaine, fragilisant les alliances historiques. Les tensions générées se sont fait ressentir au sein de l'OTAN et dans les relations américano-européennes, poussant les alliés européens à une volonté d'autonomie accrue dans la gestion de leurs intérêts sécuritaires. Les Américains semblent conscients du renversement de l'ordre mondial, mais ne veulent pas le subir, mais plutôt l'accompagner. Ainsi, ils remettent en cause leurs alliances traditionnelles.

Les pays européens, en particulier, repensent aujourd'hui leur autonomie stratégique. Le Royaume-Uni, traditionnellement aligné sur les États-Unis, envisage désormais ouvertement un rapprochement avec l'Europe continentale pour pallier l'incertitude liée à la fiabilité américaine. L'Union européenne a proposé un **paquet de 800 milliards d'euros** dans le cadre de Readiness 2030 afin d'aider au réarmement. Ce glissement révèle un réalignement plus large et une volonté d'autonomie européenne renforcée en matière de sécurité, d'économie et de diplomatie.

En voyant ce qui se passe en Ukraine, on ne peut s'empêcher de penser à Francis Fukuyama, qui prophétisait au début des années 1990, avec la chute de l'URSS, la fin de l'Histoire. En effet, **les rancœurs qui explosent**

actuellement ne sont pas nées avec la Guerre en Ukraine et elles ont germés durant des années et ne sont que plus visibles. On peut dire que nous sommes plutôt face à la fin du rêve de la fin de l'Histoire. La démocratie libérale n'a pas fait autant d'émules que prévu, bien au contraire, et aujourd'hui nous sommes face à une situation de non-retour.

La fin du conflit ukrainien marque bien plus que la cessation d'un conflit armé ; **elle symbolise un moment charnière dans la redéfinition de la gouvernance mondiale et des alignements géopolitiques.** L'érosion des normes internationales établies, combinée à la montée de blocs concurrents et aux limites manifestes des institutions multilatérales, suggère une transition vers un ordre mondial fragmenté et multipolaire.

ACCELERATION POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE

La fin probable de la guerre en Ukraine constitue un tournant décisif dans les relations internationales contemporaines, à n'en pas douter, incitant à **une réévaluation des priorités stratégiques et des alliances à l'échelle globale.** Les États-Unis, traditionnellement garants de l'ordre international libéral, voient leur politique étrangère évoluer sensiblement. Parallèlement, la Chine affiche des ambitions accrues et démontre une capacité renforcée à remettre en cause la domination américaine. Cet article vise à éclairer ces développements entremêlés et leurs implications élargies.

Premièrement, **les relations transatlantiques ont été affectées par la politique du président Donald Trump, depuis son retour au pouvoir.** Sa posture critique à l'égard de l'Europe, notamment sur les dépenses militaires de l'OTAN, a exacerbé les tensions au sein de l'alliance, alors que sa volonté de se désengager d'Europe et de presser les choses en Ukraine a pu inquiéter. Beaucoup de dirigeants européens appellent à davantage de dépenses de défense et à une autonomie accrue...

Deuxièmement, **les États-Unis ont cherché à réchauffer leurs relations avec la Russie, voulant marquer une rupture avec l'administration précédente.** L'administration Trump a multiplié les appels du pied à Moscou

en multipliant les appels et en multipliant les gestes d'ouverture diplomatique (avant peut-être un réchauffement économique), marquant une rupture significative avec la politique précédente d'opposition systématique à la Russie et de soutien fort à l'Ukraine. Pour Trump, il est important de ne pas brusquer la Russie et ne pas la pousser dans les bras de Pékin. Ce revirement diplomatique inquiète fortement les alliés européens, suscitant des craintes quant à l'avenir de la sécurité collective occidentale.

Enfin, **les États-Unis cherchent à opérer une réorientation stratégique notable vers la région indopacifique, avec pour objectif central de contenir la montée en puissance de la Chine.** Ce pivot s'est manifesté par le renforcement de la présence militaire américaine en Asie, des alliances accrues avec l'Australie, le Japon et la Corée du Sud, ainsi que des initiatives économiques destinées à contrer l'influence chinoise. Cette politique date de l'ère Obama, mais devrait être portée au sommet par Donald Trump, qui considère la Chine comme un rival systémique des États-Unis, bien plus que la Russie.

L'amiral John Aquilino, qui a été à la tête de l'US Indo-Pacific Command, a insisté sur la volonté de « rassurer les alliés, dissuader toute agression chinoise et maintenir la liberté de navigation » dans le New-York Times. Le Congrès a adopté en 2016 l'Asia Pacific Security Initiative Act ou APSIA, qui consacre près **de 25 milliards de dollars au renforcement de la coopération régionale**, au développement d'infrastructures et à l'innovation technologique. Bien que les États-Unis conservent une puissance militaire considérable dans la zone Indopacifique (avec près de 400 000 soldats, des bases importantes comme au Japon, aux Philippines ou à Guam), leur avantage se réduit en raison des progrès de l'Armée populaire de libération dans la zone. Ainsi, **la présence américaine s'est accrue depuis 2021 avec de nouveaux accords** (comme en 2023 avec les Philippines ou 2024 avec la Papouasie), l'accroissement des rotations de l'US Marine Corps en Australie (région de Darwin), au Japon et dans certaines îles du Pacifique, ou les initiatives de dissuasion dans le Pacifique (exemple : la *Pacific Deterrence Initiative*). Les Américains n'ont pas été les seuls à

amplifier leur présence sur place, mais ils l'ont fait avec plus d'amplitude, et la résolution de la guerre en Ukraine devrait amplifier cette logique.

Cette présence accentuée s'est vérifiée avec l'administration Biden, qui a lancé une nouvelle stratégie Indopacifique visant à consolider la présence américaine dans la région. **Les ressources destinées à la sécurité dans la zone ont par ailleurs été augmentées (1,2 milliard de dollars en 2023) et le budget de la DPI citée précédemment a été augmentée à 9,1 milliards de dollars pour l'année fiscale 2024.**

Les États-Unis n'ont eu de cesse de moderniser et développer leurs bases stratégiques, tout en multipliant et en élargissant les exercices militaires bilatéraux et multilatéraux dans la zone. L'objectif est de rassurer les alliés, de renforcer l'interopérabilité de leurs forces et de dissuader d'éventuels adversaires, **notamment la Chine et la Corée du Nord**, en rappelant le coût potentiel d'une agression. Cette logique ne date pas d'hier, mais les personnes nouvellement arrivées à Washington ne semblent pas vouloir renier cette logique, bien au contraire...

Sur le plan stratégique, le partenariat étroit avec la Russie, dans le contexte du conflit ukrainien, illustre clairement la volonté de la Chine de contrer l'hégémonie américaine. **Cette alliance sino-russe, marquée par une coopération économique et militaire renforcée, reflète la vision chinoise d'un monde multipolaire opposé au système international dominé par les États-Unis.** Cette volonté était déjà visible depuis de nombreuses années via l'Organisation de Sécurité de Shanghai ou des initiatives dans le cadre des BRICS. Militairement, la modernisation rapide des forces armées chinoises, notamment l'expansion navale, accroît sa présence stratégique dans l'Indopacifique. Cette progression militaire oblige **les États-Unis à repenser leur stratégie de défense et à investir davantage dans leurs propres capacités militaires pour préserver leur suprématie régionale.** La Chine va même jusqu'à pénétrer dans les eaux territoriales australiennes.

Au fur et à mesure que le conflit se prolongeait, la volatilité des marchés de l'énergie et l'inflation galopante ont joué un rôle fort dans l'expression de la fatigue. **Le climat tendu a eu un impact sur le Congrès même où certains élus républicains jugeaient excessive l'aide massive accordée à l'Ukraine.** Ils ont par exemple bloqué durant 6 mois le dernier paquet d'aide à l'Ukraine voté en avril 2024. Les différentes enquêtes d'opinion indiquaient une lassitude notable dans l'électorat américain ce qui s'est vu lors de l'élection de novembre 2024. En effet, l'envoi de sommes importantes passait mal auprès de la population en temps de problèmes pour beaucoup de familles américaines. **Donald Trump, réélu en novembre 2024, hérita de ce contexte complexe, et a fait campagne sur la promesse d'une paix.** Dès son investiture en janvier 2025, il demanda à Mark Kellogg de faire tout son possible pour trouver rapidement un accord de paix, et il entama des négociations avec Moscou. Ceci aboutit à des négociations à Riyadh entre la Russie et les Etats-Unis.

L'opinion publique américaine semble majoritairement cautionner le pivot asiatique. Un sondage de Gallup de janvier 2025 indique que 60% des Américains perçoivent la Chine comme la menace principale, tandis qu'ils ne sont que 27% à juger la Russie aussi dangereuse. Certains élus démocrates, tout en critiquant ouvertement la rapidité avec laquelle Trump cherche à se désengager d'Europe, reconnaissent l'importance stratégique d'une présence renforcée en Asie.

Sur le plan diplomatique, les États-Unis s'attachent à consolider leurs partenariats dans la zone. **Le « Quad », rassemblant les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie, joue un rôle de plus en plus structurant en Indopacifique : rencontres annuelles, exercices militaires conjoints, partage d'informations stratégiques.** L'enjeu majeur des prochaines années va concerner l'Inde, soucieuse de conserver son autonomie stratégique mais de plus en plus préoccupée par la menace chinoise, illustrée par les incursions chinoises à sa frontière himalayenne. Quant à l'Australie, elle reste économiquement dépendante du marché chinois, tout en étant très liée à

Washington sur le plan sécuritaire. Pour autant, elle s'inquiète de plus en plus des incursions chinoises dans ses eaux territoriales ce qui pourrait constituer un motif de rapprochement plus intense avec les Américains (dont le crédit est altéré avec les contrats portant sur des sous-marins qui n'ont pas, et ne devraient pas, être livrés. Le défi pour la diplomatie américaine est donc de concilier des intérêts parfois divergents chez ses alliés afin de présenter un front cohérent face à la Chine et surtout être capable d'occuper le terrain pour faire face à toute menace.

Les dynamiques simultanées entre les États-Unis et la Chine portent des implications considérables sur l'ordre international. L'émergence de nouvelles alliances géopolitiques, **comme les BRICS ou comme l'axe informel « CRINK » (Chine, Russie, Iran, Corée du Nord)**, illustre une volonté commune de ces États de défier l'influence mondiale américaine. Cette coopération vise à contourner les sanctions occidentales, redéfinissant ainsi les dynamiques économiques et sécuritaires mondiales.

De plus, **les rôles changeants au sein des institutions internationales reflètent les nouvelles conceptions du leadership global**. Alors que les États-Unis adoptent une approche plus isolationniste et transactionnelle, la Chine se positionne activement comme défenseur du multilatéralisme, du commerce mondial et de la stabilité internationale. Ce contraste pousse certains alliés traditionnels des États-Unis à réévaluer leurs alliances géopolitiques, interrogeant l'avenir du leadership mondial.

Enfin, **l'ordre international fondé sur des règles subit de profonds bouleversements**. L'approche transactionnelle de la politique étrangère américaine et la posture internationale affirmée de la Chine mettent en péril les normes internationales, particulièrement en matière de souveraineté territoriale et de droit international. Cette érosion des normes risque de conduire à une fragmentation accrue des relations internationales et à un retour vers une dynamique concurrentielle rappelant l'époque précédant la Seconde Guerre mondiale.

VERS UN NOUVEAU PARADIGME ECONOMIQUE : L'ECONOMIE DE GUERRE

Le monde post-guerre en Ukraine sera propice aux économies de guerre.

Or, depuis la chute du Mur de Berlin, l'Europe s'est bercée d'illusions. Elle a d'abord considéré que la protection militaire américaine serait éternelle. Or, depuis le pivot asiatique entamé par Barack Obama et poursuivi par Donald Trump et Joe Biden, les Etats-Unis ont fait de la zone Indopacifique et de la Chine leur priorité géostratégique au détriment de l'Europe. Malgré le durcissement de la guerre en Ukraine, l'aide américaine a été remise en cause au Parlement et pourrait même être annihilée par un retour de Donald Trump. Ensuite, elle a considéré que la logique des dividendes de la paix dicterait la marche du monde. L'Europe pesait près d'un tiers des dépenses militaires en 1990 contre moins de 20% en 2023.

Or, des nations-empires (Russie, Chine, Turquie, etc.) se réarment et nous menacent. Selon eux, tous les moyens sont bons pour défendre leurs intérêts, y compris la guerre de haute intensité financée par une économie de guerre. **Ces Etats-nations sont capables de passer en économie de guerre en quelques mois comme la Russie pour soutenir leurs velléités impérialistes et éviter les pénuries liées à l'autarcie de la guerre.**

Ce que ces modèles nous enseignent est que **basculer en économie de guerre ne signifie pas relancer uniquement la production du complexe militaro-industriel.** Toute l'économie doit bénéficier d'un accroissement de la production liée à l'économie de guerre. Cela permettrait d'investir pour réindustrialiser le pays, d'augmenter les dépenses R&D pour se positionner sur les innovations de rupture ou encore d'obtenir une collaboration économique avec l'Ukraine en vue de sa reconstruction.

A QUOI RESSEMBLERAIT UN NOUVEL ORDRE MONDIAL POST-GUERRE EN UKRAINE ?

UN RENVERSEMENT D'ALLIANCES

Les renversements d'alliances ont toujours existé

Si le rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis est spectaculaire, **il existe dans l'histoire de nombreuses références à de tels renversements d'alliance.** Au XVII^e-XVIII^e siècle, la France, historiquement ennemie des Habsbourg d'Autriche, conclut une alliance avec l'Empire autrichien contre la montée en puissance de la Prusse de Frédéric II, qui elle-même s'était alliée avec l'Angleterre. Ce renversement choqua les contemporains, car il brisait plus de deux siècles de rivalité entre Paris et Vienne. Il donna naissance à un axe diplomatique inédit, symbolisé par le mariage de Marie-Antoinette (fille de l'impératrice Marie-Thérèse) avec le futur Louis XVI, connu comme le **Renversement des alliances** ou la "**Diplomatie de la révolution**" et précédant la **guerre de Sept Ans**.

Autre exemple spectaculaire : après des décennies de confrontation idéologique et stratégique entre **les États-Unis et la Chine communiste, les deux pays amorcent un rapprochement sous Richard Nixon et Henry Kissinger.** En 1972, Nixon se rend à Pékin, rencontrant Mao Zedong. Ce virage stratégique, opéré en pleine Guerre froide, visait à isoler l'URSS en jouant sur les tensions sino-soviétiques. Ce rapprochement improbable entre un président républicain farouchement anticomuniste et la Chine maoïste redéfinit les équilibres géopolitiques du dernier quart du XX^e siècle.

Alliance Trump-Poutine : vers un renversement d'alliances

Le rapprochement prudent entre les États-Unis et la Russie est **initié par des rencontres diplomatiques de haut niveau comme à Riyad, le 18 février 2025.** Ces échanges visent à réduire les tensions héritées de la crise ukrainienne. Ce sommet constitue une évolution des relations russo-

américaines, avec des engagements mutuels à mettre fin aux hostilités et à relancer la coopération diplomatique et économique, incluant même des discussions ambitieuses sur des projets énergétiques conjoints dans l'Arctique et la réouverture complète des ambassades. **Malgré le caractère prometteur de ces négociations, la question de leur pérennité demeure entière.**⁵² L'histoire des relations entre Washington et Moscou est ponctuée de cycles alternant coopération et confrontation. Des divergences stratégiques profondes et une méfiance mutuelle persistante continuent d'alimenter le scepticisme des experts quant à la durabilité de ce rapprochement. De plus, l'absence de représentants ukrainiens à ces discussions initiales a suscité de vives critiques, soulignant ainsi la difficulté potentielle d'atteindre une résolution véritablement inclusive et juste.⁵³

Face à ces évolutions, **les pays européens répondent par un appel renouvelé à davantage d'autonomie stratégique**⁵⁴. L'attitude changeante des États-Unis sous l'administration Trump, notamment un assouplissement apparent de leur position envers la Russie et un soutien réduit à l'Ukraine, a intensifié les inquiétudes européennes quant à la fiabilité de leur allié américain. Des dirigeants tels que ceux d'Allemagne et de France défendent désormais avec vigueur l'idée d'un renforcement des capacités de défense européennes et d'une politique étrangère indépendante. L'Europe cherche de plus en plus à se positionner comme **une entité géopolitique autonome**, capable de protéger ses propres intérêts sans dépendre excessivement du soutien transatlantique⁵⁵.

Dans le même temps, **l'axe sino-russe semble conserver toute sa vigueur et sa pertinence, animé par des objectifs communs tels que le contrepoids à la domination américaine et la défense d'un ordre**

⁵² Lee, M., & Litvinova, D. (2025, February 18). Russia, US agree to work towards improving ties and ending Ukraine war. *Military Times*.

⁵³ Sauer, P., Harding, L., & Smith, D. (2025, February 18). US and Russia agree to explore mutual opportunities of end to Ukraine war. *The Guardian*.

⁵⁴ Applebaum, A. (2025, March 25). The U.S. Has Changed Its Mind About Europe. *The Atlantic*.

⁵⁵ European Commission. (2025, January 29). Sector-specific industrial policies supporting greater strategic autonomy. *EUR-Lex*.

international multipolaire. Malgré les tentatives de rapprochement de Moscou avec Washington, le partenariat stratégique avec Pékin demeure essentiel aux yeux de la Russie. Les liens économiques, la coopération militaire et l'alignement diplomatique dans les forums internationaux renforcent encore la résilience de cette relation. Plusieurs spécialistes soulignent que la stratégie de Moscou, visant à maintenir simultanément des relations avec les blocs occidentaux et orientaux, reflète une volonté calculée d'autonomie stratégique et d'influence mondiale.

Par ailleurs, le conflit ukrainien a mis en relief le rôle croissant des puissances émergentes et des pays du Sud dans la diplomatie internationale. Les nations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine revendiquent une participation plus affirmée, **adoptant souvent des positions neutres ou indépendantes, éloignées des alignements traditionnels hérités de la guerre froide.** Ces pays, par leur visibilité diplomatique accrue et leur implication dans les institutions internationales, participent pleinement à l'émergence d'un environnement multipolaire, signe d'une répartition plus diffuse et dynamique du pouvoir sur la scène mondiale.⁵⁶

Cette transformation géopolitique suggère un éloignement progressif du système unipolaire dominé par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide, évoluant vers un monde multipolaire plus fragmenté. **Le rapprochement russo-américain hésitant, l'autonomie croissante de l'Europe, la solidité du partenariat sino-russe et l'influence grandissante des pays du Sud indiquent ensemble un ordre mondial en pleine mutation.** La communauté internationale se trouve donc confrontée à des défis importants pour s'adapter à ces nouvelles réalités, exigeant diplomatie, flexibilité stratégique et dialogue permanent.⁵⁷

⁵⁶ Lancereau, G. (2024, October 26). Les 12 thèses de Kazan : rhétorique du nouvel ordre des BRICS. *Le Grand Continent*.

⁵⁷ Observatoire franco-russe. (2024, December 10). L'ordre qui vient : cinq thèses sur le Sud Global à l'ère Trump. *Observatoire franco-russe*.

En cas de non-renversement d'alliances, une guerre tiède entre l'Europe et la Russie ?

Mais, un cessez-le-feu, ou une paix, qui consacrerait des annexions russes en Ukraine (situation vers laquelle nous nous dirigeons tant il est certain que l'Ukraine ne pourra rien récupérer) pourrait aussi **déboucher sur une hostilité durable entre Moscou et l'Occident**, rappelant les traits saillants de la Guerre froide. **Les Occidentaux et l'OTAN renforceraient leur présence militaire en Europe de l'Est, tandis que la Russie continuerait d'agiter la menace nucléaire pour dissuader toute escalade occidentale.** Ainsi nous serions sur une guerre tiède avec une militarisation plus importante qu'en 1945, alors que l'Europe serait une véritable poudrière. Il faut rappeler que le front Ukrainien est la région à la plus forte concentration de mines anti-personnel au monde, devant la Corée justement, et que des pays comme la Finlande ou l'Estonie pensent à se retirer de la convention internationale sur la prolifération des mines anti-personnel, pour surement en déployer à leur frontière avec la Russie.

Les médias et intellectuels russes présentent déjà ce conflit comme un affrontement entre la civilisation russe et un Occident décadent, alors que, de son côté, l'Occident y voit une bataille pour la démocratie. Nul doute qu'une fois un accord trouvé, Poutine ne va pas cesser de jouer la corde idéologique et nationaliste pour justifier ses actions. De leur côté, les Européens pourraient se radicaliser, alors que certains, comme JD Vance, se plaignent de la décadence du Continent. Nous sommes ainsi partis sur un affrontement de bloc en bonne et due forme. **De même que la Guerre froide s'est étendue à des conflits périphériques (Corée, Vietnam, Afghanistan), on peut s'attendre à ce que la Russie et l'Occident soutiennent des camps rivaux dans d'autres régions du monde.** D'autres pays et régions du monde seront à regarder, par exemple en Afrique, alors que les Occidentaux perdent du terrain, les Russes sont insistants, implantés en Libye mais aussi au Soudan maintenant, et l'Afrika Corp est très influente sur le continent.

Ce scénario alternatif au renversement d'alliances tient surtout de la position russe puisque la Russie fait face à un paradoxe.

La Russie en a besoin

Avec les sanctions occidentales, et sa mise au ban des relations internationales, la Russie vit actuellement en complète autarcie et maintenue à flot par son économie de guerre. Alors que les sanctions devaient mettre l'économie russe à genou, il n'en fut rien.

Grâce à son fond souverain, mais surtout à une économie entièrement tournée sur l'effort de guerre, la Russie a pu survivre. Mais paradoxalement, son économie en surchauffe et dépendante de l'effort de guerre ne pourrait pas tenir en cas de retour à une économie de paix. Les jeunes et travailleurs qualifiés ont quitté le pays par peur de la conscription, de l'inflation ou des forts taux directeurs de la banque centrale russe. De plus, le rouble a chuté ces derniers mois ce qui rend toute reprise du commerce extérieur complexe. Ainsi la Russie se trouve face à un dilemme cornélien : **étant donné que la paix se prépare, elle ne peut soutenir une paix durable et est dépendant d'un effort de guerre.** Ainsi, même si Poutine voulait la paix et un retour à l'économie de paix (ce qui n'est pas le cas) il ne pourrait pas devant les difficultés posées par une économie tournée vers l'effort de guerre depuis plus de 3 ans.

Comme lors de la Guerre froide, Poutine pourrait choisir de laisser la Russie en économie de guerre et de continuer à tourner l'effort productif pour servir la guerre. Le maître du Kremlin va donc choisir délibérément de garder une économie de guerre, maintenant une forme de pression en Europe. **C'est pourquoi Poutine accueille positivement notre rhétorique forte de réarmement, pour maintenir une peur ambiante pour justifier l'effort de guerre et la production nationale l'accompagnant.** En effet, l'Ukraine « pacifiée » ne permettra pas de justifier son économie de guerre sur le long terme. Poutine en a besoin pour affirmer son emprise sur la Russie, et la Russie en a besoin pour ne pas sombrer économiquement.

Voir l'Europe se réarmer et un climat de peur et de tension s'installer sur le continent, est bien synonyme de guerre. Mais comme personne n'a intérêt ou ne cherche l'affrontement, mais seulement le réarmement, nous nous trouvons dans un climat de guerre froide.

Plusieurs éléments suggèrent néanmoins que l'histoire ne se répétera pas parfaitement, et qu'on pourrait se diriger vers une guerre tiède, bien plus complexe que la guerre froide... Comme disait Karl Marx, « L'histoire ne se répète pas, elle bégaie ». Autrefois secondaire lors des débuts de la Guerre froide, Pékin est aujourd'hui une puissance économique supérieure à celle de Moscou. La Russie pourrait se retrouver en posture de « partenaire junior » dans un éventuel axe sino-russe au profit de la voix de Pékin.

Au temps de la Guerre froide, l'URSS et le bloc occidental vivaient quasiment en autarcie mutuelle. Aujourd'hui, malgré le découplage partiel et l'isolation que les Occidentaux auraient voulu faire subir à la Russie, la mondialisation reste très avancée, surtout en ce qui concerne l'interdépendance avec la Chine. **Il en découle un paysage géoéconomique plus complexe, où la confrontation coexiste avec des échanges commerciaux.**

Durant la Guerre froide, **le « Mouvement des non-alignés » n'avait qu'une portée limitée et n'a jamais véritablement été suivi de positions réelles.** Les pays du Sud cherchaient davantage à utiliser la rivalité Est-Ouest pour obtenir le maximum de l'un des deux camps en monnayant un soutien diplomatique voire militaire. Or, de nos jours, des pays comme l'Inde, la Turquie ou l'Arabie saoudite manient leurs alliances et partenariats en fonction d'intérêts régionaux et économiques spécifiques. Cela atténue la logique binaire du passé. Si Guerre froide il y aura, il faudra compter sur un nombre croissant d'acteurs avec une importance plus marquée que ce qui fut visible durant la guerre froide.

Enfin, **cette nouvelle configuration apporte de nouvelles méthodes de conflits.** Les cyberattaques, la désinformation en ligne et l'emploi d'outils numériques donnent un rythme effréné aux rivalités, bien plus qu'à l'époque des espions et de la propagande analogique du temps de la guerre froide. Les « guerres de l'information » peuvent perturber la stabilité politique intérieure de chaque camp, compliquant encore davantage la négociation.

Renversement des alliances ou guerre tiède, l'Europe est le terrain de jeu

Avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, **la géopolitique de l'Europe a évolué sensiblement ces derniers mois, surtout en Europe du Nord et de l'Est**. Des pays comme la Pologne, la Roumanie et les États baltes se positionnent en premiers remparts de la dissuasion occidentale, accueillant troupes et équipements stratégiques et réarmant de manière massive. **En parallèle, l'UE semble vouloir se réarmer après des années de passivité, via le plan ReArm Europe (connu maintenant sous le nom de Readiness 2030).**

Du point de vue russe, la crainte d'un « encerclement » par l'OTAN ne fait que se confirmer. **Ce discours nourrit une rhétorique de « forteresse assiégée » à Moscou, justifiant un budget militaire en hausse et des postures agressives**, indépendamment de la résolution ou non du conflit ukrainien). L'Europe deviendra le théâtre privilégié de cette confrontation latente, tout en demeurant exposée aux implications économiques et migratoires du conflit. Cela explique pourquoi la Russie est opposée à toute présence militaire occidentale en Ukraine après la fin des affrontements.

La guerre en Ukraine, ses répercussions inflationnistes et les craintes sur la sécurité alimentent également les partis populistes qui dénoncent un « **alignement** » avec Kiev trop coûteux ou potentiellement risqué. En Hongrie, en Italie ou encore en France, certaines forces politiques se montrent plus conciliantes avec la Russie, appelant parfois à alléger les sanctions et discuter avec Vladimir Poutine. Des exemples de cette tendance sont la Hongrie de Viktor Orban, la Slovaquie de Robert Fico ou des partis populistes et pro-russes en Bulgarie ou en Roumanie.

Cette tendance n'est pas dominante à ce jour en Europe, mais progresse et peut rendre difficile le maintien d'une politique européenne unie sur le long terme. La lassitude de plus en plus visible en Europe explique une forte opposition au réarmement et à l'aide à l'Ukraine, face à l'option d'une résolution rapide de « paix ». L'écart de ces formations avec les responsables

européens plus engagés contre la Russie crée nécessairement un climat où l'Europe devient le terrain de jeu politique comme militaire.

UN MULTILATERALISME GLOBAL QUI DEVIENT UN UNILATERALISME REGIONAL

La fin de la guerre en Ukraine ne représente pas simplement l'arrêt d'un conflit régional, mais un tournant majeur dans les relations internationales. Historiquement, après la Seconde Guerre mondiale, le système international s'est organisé autour du multilatéralisme, favorisé par des institutions internationales. Cependant, nous observons **une remise en cause des institutions globales, au profit d'une coopération régionale privilégiant des actions unilatérales adaptées aux intérêts locaux**⁵⁸.

Cet effritement du multilatéralisme peut se retranscrire dans deux dynamiques : **le déclin de la résolution au niveau mondial de différends entre les pays (1)** et **l'effritement des institutions à dimension internationale en découlant nécessairement (2)**.

Le déclin de la résolution au niveau mondial de différends entre les pays

Le régionalisme unilatéral désigne **la préférence d'un État pour des alliances régionales ou des initiatives entreprises indépendamment ou avec peu de concertation internationale**. Plusieurs facteurs accélèrent cette tendance : les inégalités perçues dans les processus décisionnels mondiaux, l'insatisfaction vis-à-vis des institutions internationales, et l'aspiration à une autonomie et influence régionales accrues.

Les BRICS, Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, élargis pour inclure l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis **constituent un groupe de pays qui n'attend plus des Nations unies une ingérence dans leur zone géographique**.

⁵⁸ Carnegie Endowment for International Peace. (2023). Four contending U.S. approaches to multilateralism. Carnegie Endowment for International Peace.

Un exemple significatif est l'élargissement récent des BRICS, Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, pour inclure l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis. Ce groupe élargi défie clairement l'ordre international occidental. En renforçant la voix des pays émergents dans l'économie et la politique mondiales, les BRICS cherchent à remodeler la gouvernance globale et à réduire la hiérarchie traditionnelle dominée par l'Occident.

L'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie⁵⁹ incarne le régionalisme unilatéral à travers d'importants investissements en infrastructures en Asie, en Afrique et même en Europe. La BRI propose un modèle alternatif au paradigme occidental de développement économique, axé sur les intérêts stratégiques chinois, augmentant ainsi son influence économique et diplomatique⁶⁰.

L'Inde, en exportant son modèle d'infrastructure publique numérique vers d'autres nations en développement, incarne une autre forme de régionalisme unilatéral.⁶¹ En proposant un modèle de gouvernance différent des approches américaines et chinoises, l'Inde s'affirme comme un leader régional influent dans le domaine technologique, privilégiant une approche inclusive et adaptée aux besoins locaux.

Les récents dialogues trilatéraux entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud témoignent de cette tendance régionale à gérer des défis communs indépendamment des cadres globaux. Ces pays se concentrent sur des enjeux régionaux spécifiques tels que le vieillissement de la population, la gestion des catastrophes et les initiatives environnementales, démontrant une préférence pour des solutions pragmatiques régionales.

⁵⁹ Der Spiegel. (2024). China's Belt and Road Initiative and regional implications. Der Spiegel.

⁶⁰ Euronews. (2024). Japan-China-South Korea trilateral cooperation. Euronews.

⁶¹ Financial Times. (2024). India's digital diplomacy. Financial Times.

Les puissances émergentes favorisent non seulement des initiatives régionales, mais **elles cherchent à réduire l'influence occidentale**. Ce glissement vers le régionalisme unilatéral présente d'importantes conséquences pour la stabilité internationale. Il risque notamment d'affaiblir les institutions mondiales, d'accroître les tensions régionales et de conduire à un monde multipolaire où l'influence traditionnelle occidentale serait fortement réduite.⁶²

Le déclin des institutions à dimension internationale

Depuis plus d'une décennie environ, **la confiance envers les institutions globales s'est considérablement érodée**. De nombreuses nations, frustrées par l'incapacité perçue de ces institutions à répondre efficacement aux défis contemporains, des inégalités économiques aux conflits régionaux, repensent désormais l'utilité et l'efficacité de ce modèle multilatéral⁶³.

Cela commence par les institutions internationales régissant l'économie internationale. La crise financière de 2008 joua un rôle déterminant dans l'affaiblissement de l'Occident et de sa mainmise sur l'économie mondiale pour de nombreux pays. Les institutions bancaires, perçues comme « Too Big to Fail », furent sauvées in extremis, mais au prix d'une défiance accrue d'une partie de la population envers l'élite politique et financière. L'économiste Joseph Stiglitz a critiqué, dans *The Price of Inequality*, la manière dont l'architecture financière mondiale semblait servir de plus en plus des intérêts particuliers plutôt que le bien commun.

Une **fracture idéologique se dessinait aussi dans le monde**, nourrissant l'essor du populisme et de la critique de l'ordre multilatéral et libéral au sein même des anciens pays du bloc de l'Ouest, du BREXIT au Royaume-Uni à la première élection de Donald Trump aux Etats-Unis en 2016. Tous ces

⁶² United Nations. (s. d.). Multilateral system.

⁶³ Council on Foreign Relations. (s. d.). Unilateralism versus multilateralism.

événements révélaient des lignes de fracture plus profondes, remettant en question la pérennité de l'ordre libéral rêvé qui aurait dû dominer après 1991.

Cette contestation idéologique avec l'ordre mondial précédent est incarnée par la Russie de Vladimir Poutine. Dans un entretien accordé au journal allemand *Der Spiegel* en 2023, **l'analyste politique Sergey Karaganov explique que les puissances occidentales utilisent la rhétorique du droit international et des droits de l'homme tant que ces principes servent leurs propres intérêts**, mais n'hésitent pas à agir de manière unilatérale quand ils estiment leurs intérêts en danger. Ce raisonnement est répandu en Russie et participe à dénigrer les Occidentaux. Ainsi, la légitimité d'un ordre mondial reposant sur des règles sensées apparaît aux yeux du Kremlin comme intrinsèquement biaisée.

De plus, **la Russie de Poutine répète souvent que l'Occident est décadent et promeut des valeurs contraires à leurs croyances**. Cela empêche l'Occident de dicter les règles et ainsi d'imposer un Ordre Mondial à leur image, car ils sont décrédibilisés et risquent de pervertir d'autres pays... Ainsi, pour lui, s'opposer aux Occidentaux et à l'ordre mondial vont de pair, car il est impossible de suivre un Ordre mondial dicté et dominé par des faibles.

Enfin, depuis près de 20 ans, la Conférence de la Sécurité de Munich en 2007 et le Sommet de l'OTAN de Bucarest en 2008 faisant guise de tournant, la Russie prône un ordre international multipolaire, où plusieurs pôles de puissance coexisteraient sur un pied d'égalité. Dans son discours célèbre de 2007, Poutine a fustigé **l'objectif américain d'une « unipolarité » qui, selon lui, nierait l'importance d'autres acteurs**. Moscou réclame une reconnaissance des « sphères d'influence » légitimes, jugeant nécessaire d'assurer un équilibre entre grandes puissances. Dans ce cadre, la Russie s'est rapproché ces dernières années de pays qui partagent son mécontentement face à l'hégémonie occidentale : **la Chine de Xi Jinping, l'Iran de l'Ayatollah Khomeini, la Turquie d'Erdogan ou encore certaines nations d'Afrique et d'Amérique latine**.

Par exemple, le regard que porte la Chine sur l'ordre international actuel s'est façonné durant l'histoire en cause n'est pas nouvelle. Avant le XIX^e siècle, l'Empire du Milieu jouissait d'une position prépondérante en Asie de l'Est, avec un système de relations tributaire qui consacrait son rôle central. Puis survint ce que la mémoire collective chinoise appelle le « Siècle d'humiliation » (1839-1949), durant lequel les puissances occidentales et le Japon imposèrent une série de traités inégaux, amputant la souveraineté de la Chine et exploitant ses ressources. Cette période nourrit toujours un sentiment de rancœur et de revanche chez nombre de dirigeants et d'intellectuels chinois.

L'adhésion de Pékin à l'OMC en 2001 a accéléré son développement économique, favorisant sa montée en gamme industrielle et technologique, sans que celle-ci ait oublié l'histoire ou cherche à changer d'objectif. À mesure que la Chine devenait la deuxième économie mondiale, les élites politiques ont jugé insatisfaisant le rôle que le système international lui réservait ; car une fois l'objectif de rattrapage atteint, il fallait se détacher de l'Occident. **Sous la présidence de Xi Jinping, la Chine est passée d'une politique d'« ascension pacifique », principalement tournée vers sa propre modernisation, à une diplomatie plus offensive, tournée vers l'idée de refaçonner les normes et institutions planétaires, incluant la remise en cause de l'Ordre Mondial.**

Pékin estime notamment que la gouvernance financière internationale (dominée par le FMI ou la Banque mondiale) reflète de manière dépassée le rapport de forces des années 1940. Pékin dénonce aussi une uniformisation des valeurs et normes libérales, imposées selon elles de façon arbitraire aux pays qui préfèrent d'autres modèles de développement. En réponse, **Pékin privilégie une approche mettant l'accent sur la souveraineté et la non-ingérence, et promeut ce que certains qualifient du « consensus de Pékin »**, valorisant la croissance économique sous l'autorité d'un État fort et rejetant l'exigence de démocratisation à l'occidentale.

Il ne s'agit pas pour la Chine de démanteler totalement les institutions existantes : elle reste attachée à son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, qui lui confère un droit de veto et la rend plus respectable. Cependant, Pékin milite pour rééquilibrer ces organisations, en accordant plus de poids aux pays en développement. **Pour faire contrepoids, elle consolide également des instances telles que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), a cherché à remplacer le FMI et la Banque Mondiale en poussant la Nouvelle Banque de Développement basée à Shanghai,** et renforce ses partenariats dans le cadre des BRICS, devenus les BRICS+ et comptant plus de membres ainsi que de nombreux observateurs. Grâce à son immense force de frappe financière, notamment via les infrastructures mises en place dans le cadre des nouvelles routes de la soie, la Chine cherche à créer de nouveaux « corridors » d'influence, ce qui se traduit par une omniprésence diplomatique et économique à travers le monde.

Toutes ces tentatives sont loin d'être des réussites (comme la nouvelle monnaie des BRICS pour contrer la dollarisation de l'économie) mais montrent un activisme fort et une volonté de revenir sur le statu quo. En proposant 10 points pour une résolution pacifique de la guerre en Ukraine en 2024, la Chine a cherché à se démarquer mais surtout à se placer en leader de ce nouvel ordre mondial qu'elle désire tant.

Enfin derniers exemples : **le reste du bloc des BRICS, et le Sud Global plus généralement (même si cet ensemble n'est pas uniforme) pèse également dans la balance.** Le Brésil, depuis la réélection de Lula en 2023, se pose comme un acteur pivot, insistant sur la nécessaire transition écologique et le soutien au développement dans les pays du Sud. L'Inde, sous la direction du Premier ministre Narendra Modi qui a été réélu en 2024, maintient une politique de « **neutralité stratégique** », ménageant ses partenariats avec l'Occident tout en préservant ses liens avec la Russie. De son côté, l'Afrique du Sud plaide pour une représentation accrue du continent africain dans les instances internationales, déplorant le décalage

criant entre le poids démographique de l'Afrique et sa faible présence dans les espaces de décision tels que le Conseil de sécurité de l'ONU.

De manière générale, les BRICS entendent développer des structures financières alternatives, comme mentionné précédemment. Au-delà des BRICS, plusieurs États affirment leur autonomie stratégique. La Turquie, bien qu'étant membre de l'OTAN, entretient des liens privilégiés avec Moscou. Elle s'est d'ailleurs illustrée dans la médiation sur la crise ukrainienne pour renforcer sa stature régionale. Les pays du Golfe, diversifient leurs partenariats économiques et leurs fournisseurs de sécurité, y compris avec la Chine.

VERS UNE EMANCIPATION DES EMPIRES REGIONAUX

Ces dernières années, le paysage économique mondial révèle une tendance paradoxale : **tandis que des blocs économiques régionaux tels que l'Union Européenne (UE), l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et le Marché Commun du Sud (MERCOSUR) approfondissent leur intégration interne, le commerce inter-blocs perd simultanément de son importance.** Ce phénomène révèle un paradoxe où une intégration régionale croissante coexiste avec une quête accrue de souveraineté économique, voire d'autarcie, au sein de ces espaces.

La croissance économique n'est plus nécessairement corrélée au commerce mondial. Auparavant, les échanges commerciaux mondiaux progressaient beaucoup plus vite que la croissance économique. **Depuis 1980, le volume des échanges mondiaux a été multiplié par 7,9 alors que la croissance mondiale l'a été par 4,2, c'est-à-dire que l'humanité s'échangeait plus de biens qu'elle n'en produisait,** puisque les chaînes de production ont été éclatées à travers le monde. Par exemple, un jean peut traverser 6 à 7 pays lors de sa production avant d'atterrir chez son consommateur final. Cependant, **depuis la première guerre commerciale et a fortiori lors de la crise sanitaire, ce lien n'est plus aussi évident : en 2023, le commerce mondial a même diminué de 1,2%.** Ainsi, cette nouvelle guerre commerciale intervient dans ce contexte de démondialisation, à savoir une tendance vers une économie plus locale ou régionale alimentée par les politiques protectionnistes et les incertitudes économiques mondiales.

Historiquement, l'intégration régionale a été motivée par des **intérêts économiques, politiques et stratégiques** :

- **L'Union Européenne** en constitue l'exemple le plus abouti, avec un marché unifié permettant la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. Cette intégration profonde a favorisé la stabilité économique, un avantage concurrentiel et une capacité de négociation collective à l'échelle internationale.
- **L'ASEAN** a suivi une trajectoire semblable, illustrée par la création du Partenariat Économique Global Régional (RCEP), accord de libre-

échange visant à intégrer les économies de l'ASEAN à celles de grands partenaires asiatiques tels que la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

- **Le MERCOSUR**, regroupant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, a finalisé en 2024 un accord commercial historique avec l'UE qui crée l'un des plus vastes espaces économiques mondiaux.

Pourtant, malgré ces avancées majeures, **une tendance nette vers une plus grande autosuffisance économique régionale se fait jour**. Plusieurs facteurs expliquent ce mouvement.

Tout d'abord, **les tensions géopolitiques et la montée du protectionnisme ont eu un impact significatif sur les dynamiques commerciales mondiales**. Les politiques commerciales adoptées sous l'administration Trump aux États-Unis ont instauré des droits de douane importants, déclenchant des mesures de représailles et mettant en évidence les vulnérabilités associées à une dépendance excessive envers des partenaires commerciaux externes. Ces politiques protectionnistes encouragent désormais les régions à réévaluer leurs dépendances économiques, privilégiant ainsi le renforcement des marchés internes comme rempart contre la volatilité économique mondiale.

Ensuite, **la pandémie de COVID-19 a révélé les fragilités inhérentes aux chaînes d'approvisionnement mondiales**. Les perturbations causées par la pandémie ont poussé les régions à repenser leurs stratégies économiques, mettant en avant l'importance de la résilience et des capacités de production locales. Par conséquent, la relocalisation industrielle et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement internes sont devenues des priorités stratégiques, notamment pour des secteurs essentiels tels que la pharmacie, la technologie et les matières premières critiques.

Par ailleurs, **les progrès technologiques, en particulier la numérisation rapide des économies, ont renforcé la capacité des régions à développer des marchés digitaux internes robustes**. Le commerce numérique a connu une croissance exponentielle, devenant central dans les activités

économiques modernes. L'UE et l'ASEAN, par exemple, concentrent leurs efforts sur la création d'économies digitales intégrées afin de réduire leur dépendance à l'égard des marchés numériques externes, confirmant ainsi une stratégie orientée vers l'autosuffisance économique interne.

La recherche d'autonomie stratégique par l'Union Européenne traduit une volonté affirmée de diminuer ses dépendances externes, particulièrement dans des secteurs clés tels que la technologie, l'énergie et la défense. De même, **la participation de l'ASEAN au RCEP montre son engagement envers une coopération économique régionale et une autosuffisance accrue.** En facilitant les échanges intrarégionaux, le RCEP réduit la dépendance envers les économies extérieures comme l'Occident. Enfin, **pour le MERCOSUR, l'accord récent avec l'UE représente une ouverture vers de nouveaux marchés,** mais révèle aussi une volonté marquée de consolidation économique interne, harmonisant les politiques en matière de propriété intellectuelle, de normes environnementales et d'investissements, pour renforcer la cohésion et la force économique collective du bloc.

Les implications de cette souveraineté économique régionale croissante sont considérables. **Principalement, les flux commerciaux mondiaux sont en pleine restructuration, privilégiant désormais les échanges intrarégionaux au détriment du commerce inter-blocs.** De nouveaux corridors économiques, tels que le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC), illustrent cette évolution en favorisant la connectivité régionale et en limitant la dépendance envers les économies lointaines.

Nous pouvons citer plusieurs exemples de projets visant à aboutir à des « autarcies régionales » : **la Chine et son intégration à l'ASEAN** organisant au sein des pays historiques de l'ASEAN la sous-traitance de son appareil de production, **les Etats-Unis de Donald Trump** dont le projet *Make American Great Again* consiste à réarmer économiquement son pays pour le rendre quasi-autarcique (superpuissance énergétique, alimentaire, industrielle, etc.), **la Russie via son économie de guerre** et enfin **l'Union européenne via l'appel de plusieurs responsables politiques à l'autonomie**

stratégique. Dans un monde de plus en plus conflictuel et dangereux, **le modèle économique sera celui de l'économie de guerre**, c'est-à-dire que les économies qui tireront leur épingle du jeu sont celles qui auront les leviers pour rapidement basculer en économie de guerre. Cela permettra de résister aux chocs et de pouvoir préserver les intérêts régionaux sans avoir la crainte de se voir attaqué, comme la Russie en Ukraine.

Toutefois, cette tendance comporte également des risques. La fragmentation économique pourrait **réduire l'efficacité globale en limitant les bénéfices tirés des avantages comparatifs et de la spécialisation internationale**. Une régionalisation excessive pourrait entraîner des coûts accrus, des duplications d'efforts et une réduction de l'innovation, affaiblissant la stabilité et la prospérité initialement recherchées par l'intégration régionale. Ainsi, cela tient d'un paradoxe : **les blocs régionaux s'intègrent plus fortement à l'interne tout en s'isolant progressivement des vulnérabilités économiques externes**.

Les États-Unis ont amorcé une redirection stratégique majeure, délaissant peu à peu **le théâtre euro-atlantique pour se concentrer sur l'Indopacifique ces dernières années**. La guerre en Ukraine, loin de contredire ce virage, l'a plutôt validé : **après avoir porté un effort considérable sur la défense ukrainienne, les États-Unis ont montré des signes de fatigue, qui ont abouti à la réélection de Trump qui veut accélérer la fin de la Guerre**.

Quoi qu'il en soit, l'année diplomatique 2025 marquera à coup sûr un tournant : la fin de la guerre en Ukraine et le recentrage ouvert de la puissance américaine en Asie représentent, pour reprendre les mots de Timothy Snyder, « **un tournant historique auquel l'Europe doit répondre et que l'Asie doit intégrer** ». L'inconnue est la forme que cette nouvelle rivalité va prendre dans les mois et années à venir : **la transition sera-t-elle douce et progressive, ou aura-t-on droit à un conflit ouvert ?**

L'EUROPE DOIT ANTICIPER LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

BASCULER DE LA SIDERATION A LA PREPARATION

L'arrivée de Donald Trump, bien qu'ayant annoncé toutes ses mesures, a créé un choc de sidération. Au cœur de cette réponse européenne se trouve le plan ReArm Europe, maintenant connu sous le nom de « **Readiness 2030** » (l'Espagne et l'Italie ayant demandé un changement de nom pour ce projet, pensant que l'ancien faisait bien trop peur), annoncé par la présidente de la Commission européenne, von der Leyen, le 4 mars 2025. Ce programme, d'une ampleur sans précédent, prévoit de mobiliser **jusqu'à 800 milliards d'euros** afin de renforcer l'infrastructure militaire européenne.

Les objectifs stratégiques du plan sont variés, comprenant une flexibilité budgétaire accrue, des projets de défense collaboratifs, la réallocation stratégique des ressources budgétaires et une implication importante des institutions financières publiques ainsi que du secteur privé.

On retiendra, **la flexibilité budgétaire accordée aux États et qui occupe une place centrale dans le plan.** La Commission européenne a activé la clause dérogatoire du Pacte de stabilité et de croissance, les États ne seront plus tenus par les règles budgétaires et pourront s'endetter pour financer leur défense. Cette mesure pourrait **libérer 650 milliards d'euros supplémentaires destinés à la défense au cours des 4 prochaines années** (cela semble peu face à l'état alarmant de nos armées et industries de défense, alors que les Américains en dépensent près de 1 000 milliards de dollars par an). De plus, le programme **Readiness 2030** propose **150 milliards d'euros supplémentaires sous forme de prêts destinés spécifiquement à**

des projets communs de défense, notamment dans le domaine de la défense aérienne et antimissile, encourageant une collaboration accrue entre les États membres. Bien qu'encourageant, ce plan ne fait déjà pas l'unanimité en Europe, alors que des pays comme le Pays-Bas refusent un endettement européen. Ainsi, ce plan pourrait finalement ne pas aboutir.

La Commission a décidé de **toucher au budget européen et de réorienter certaines allocations existantes vers des dépenses militaires**, afin de mieux répondre aux nouvelles priorités sécuritaires et de soutenir l'effort de réarmement de manière cohérente. Un autre aspect essentiel concerne la Banque européenne d'investissement, qui assouplit ses restrictions en matière de prêts au secteur de la défense pour aider au financement aux entreprises de l'industrie de la défense. **Le but est le développement et la réussite de la base industrielle de défense européenne.** En parallèle de cela, la Commission cherche à attirer des investissements privés importants dans la défense, grâce à des mécanismes financiers, consolidant ainsi la base économique nécessaire à un développement militaire cohérent et durable.

Au-delà des initiatives prises au niveau européen, plusieurs gouvernements nationaux ont annoncé des hausses majeures de leurs budgets militaires. **L'Allemagne, dans une décision historique approuvée par le Bundestag en mars 2025** (précédent Bundestag, pour garantir une majorité des 2/3), a amendé sa Loi fondamentale pour permettre un effort de réarmement sans précédent, mobilisant **près de 400 milliards d'euros pour sa défense sur plusieurs années**, soit le plus important investissement militaire allemand depuis la Seconde guerre mondiale, et surtout en opposition avec le frein à l'endettement. Ce plan voté portait sur près de 1 000 milliards, en faisant la part belle à d'autres investissements, allant des infrastructures au développement durable (ce qui était un prérequis pour le soutien des Verts). De même, **la Pologne et l'Estonie ont annoncé vouloir porter leurs dépenses militaires à 5 % de leur PIB dès 2025** (les dépenses de la Pologne furent de 4,7% en 2024). La France de son côté a aussi exprimé son envie de dépenser davantage, **avec une enveloppe de 100 milliards annoncée.**

Les implications économiques globales de ce nouvel élan militaire européen sont à la fois prometteuses et complexes. **L'Italie**, par exemple, **perçoit les nouvelles dépenses allemandes comme une opportunité pour relancer ses industries manufacturières, particulièrement dans les secteurs aéronautique et naval**, pour revitaliser une économie confrontée à des défis structurels importants. Cependant, l'accroissement substantiel des budgets militaires risque d'entraîner des pressions inflationnistes sur l'ensemble du continent. Selon le *Flossbach von Storch Research Institute*, **porter les dépenses militaires de 2% à 5% du PIB pourrait nécessiter 600 milliards d'euros supplémentaires dès 2025**, ce qui pourrait accroître les coûts d'emprunt et compliquer la stabilité fiscale européenne.

Stratégiquement, l'accroissement des capacités militaires européennes ne se limite pas à une simple réaction aux récents changements politiques américains, mais s'inscrit dans une aspiration plus large. Mais de nombreuses difficultés existent. L'Europe n'a jamais été connue pour son activisme en termes de défense. **Un défi majeur concerne la coordination et l'intégration nécessaires entre les États membres de l'UE.** Historiquement fragmenté, le paysage de la défense européenne est marqué par des intérêts et priorités nationaux divergents. La réussite de programmes tels que **Readiness 2030** exigera donc une collaboration, une confiance et des objectifs communs sans précédent.

Même si ce climat de prise de conscience est encourageant, il ne faut pas oublier que le chemin à parcourir exigera un engagement politique constant, une capacité d'adaptation et une vision partagée durable. Le succès de ce réarmement européen dépendra non seulement des investissements financiers, **mais aussi d'un leadership politique fort, d'une innovation industrielle efficace et d'une vision collective ambitieuse.**

Pendant des décennies, **l'Europe a largement compté sur l'OTAN – et, par extension, sur les États-Unis – pour garantir sa sécurité, se reposant sur les dividendes de la paix et se montrant passif face à la menace.**

UN PREMIER TEST : GARANTIR LA SECURITE DE « L'UKRAINE DE L'OUEST »

Nous l'avons vu précédemment, le nouvel ordre mondial sera marqué par des empires régionaux dominant leur aire d'influence. Ainsi, **cela crée de fait une confrontation entre la Russie et les pays européens, si ceux-ci parviennent à renouer avec la logique de puissance.** La question de l'avenir de l'Ukraine après le conflit sera donc majeure puisque de sa sécurité dépendra la crédibilité européenne. L'Europe peut se préparer et se réarmer, les actes seront toujours plus importants qu'une accumulation de fonds débloqués pour un hypothétique réarmement.

En cas de cessez-le-feu, ou de traité de paix, l'Ukraine sera partagée en deux. Cette situation résultante de la coréanisation du conflit que nous avons décrit il y a plusieurs mois de cela, De fait, ce que l'on pourrait nommer « l'Ukraine de l'Ouest » aura besoin de garanties de sécurité que seule l'Union européenne peut et doit apporter. Pour cela, **elle doit comprendre comment elle est passée à côté de son destin jusqu'à présent.**

COMPRENDRE LES DEFAUTS DE SON SOUTIEN A L'UKRAINE

Le soutien économique et humanitaire de l'Europe à l'Ukraine a été substantiel et famélique. À la fin de 2024, **l'UE et ses États membres avaient promis de fournir collectivement plus de 134 milliards d'euros d'aide,** incluant des financements budgétaires, une assistance humanitaire et des fonds militaires. Ces contributions, les plus élevées promises à l'Ukraine, ont joué un rôle crucial pour maintenir le fonctionnement du gouvernement ukrainien et répondre aux conséquences humanitaires de la guerre. Pourtant, **le décaissement de cette aide ne suit pas forcément et des divisions internes se font entendre** (notamment avec la Hongrie) mais on peut voir une certaine forme d'implication et de soutien de la part des Européens, qui sont concernés avec le retour du tragique sur le continent.

De plus, la priorité donnée à l'aide économique et humanitaire, et pas militaire, souligne un problème plus large : **la réticence, ou l'incapacité, de l'Europe à fournir une assistance militaire rapide et suffisante.** Bien qu'essentielle pour la survie de l'Ukraine, cette aide n'a pas répondu aux défis militaires immédiats posés par l'agression russe. L'Ukraine ne produit pas son armement et a besoin de livraisons importantes et régulières. L'aide financière, bien qu'appréciée et vitale, ne correspond pas au besoin immédiat des Ukrainiens.

Des pays comme l'Allemagne (12,6 milliards d'euros) et le Royaume-Uni (10,07 milliards d'euros) ont contribué de manière significative comparativement aux autres, mais ces montants restent modestes comparés aux **64,1 milliards de dollars d'aide militaire fournis par les États-Unis.** Ce déséquilibre renforce la perception d'une Europe incapable d'aider efficacement l'Ukraine et de sortir de l'ombre américaine.

L'instrument européen pour la paix (IEP), qui a fourni 6,1 milliards d'euros d'aide militaire fin 2024, a été un mécanisme clé pour livrer des équipements militaires à l'Ukraine. Ce mécanisme a permis l'envoi de munitions, de missiles et d'équipements critiques à l'Ukraine. Cependant, les retards dans les processus d'approvisionnement et de livraison ont souvent entravé son efficacité.

Les livraisons de munitions annoncées n'ont pas pu être remplies (ex : des promesses de livraisons d'ici mars 2024). Et même si la cadence de fourniture et de production s'est améliorée, elle reste insuffisante. **La fourniture s'est accélérée grâce à l'idée tchèque d'acheter des munitions à d'autres pays pour les livrer à l'Ukraine, ce qui ne signifie pas que nous ayons été capables d'augmenter nos capacités de production.** L'Europe n'est pas en mesure de livrer suffisamment de munitions ou d'armes à l'Ukraine et donc de se substituer à l'aide américaine.

Enfin, **une des initiatives européennes phares pour aider l'Ukraine fut la Mission d'assistance militaire lancée en 2022 pour la formation.** À la fin 2024, **cette mission avait formé environ 60 000 soldats ukrainiens,** ce qui

devait améliorer la capacité de l'Ukraine à se défendre et lutter contre l'invasion russe. L'efficacité de cette tentative a été contestée, on peut prendre l'exemple de la Brigade Anne de Kiev formée par la France et qui a vu des désertions en masse. De plus, cette forme de soutien reste non uniforme et dépendante des volontés de chaque pays.

DEUX OPTIONS POUR GARANTIR LA SECURITE DE L'UKRAINE

A partir du moment où l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ne se pose plus et que les Etats-Unis se détournent de l'Ukraine, il ne reste que deux options pour les pays européens d'assurer et de garantir la sécurité ukrainienne.

Option 1 : L'adhésion à l'Union européenne

L'adhésion potentielle de l'Ukraine à l'UE est maintenant la seule solution en termes de défense collective, même si elle n'a toujours été que secondaire par le passé.

L'article 42-7 du Traité sur l'Union européenne (TUE) oblige en effet les États membres à s'entraider en cas d'agression armée. Pourtant, il faut bien reconnaître que cette clause reste largement inexplorée dans des conflits militaires conventionnels. La dernière invocation de cet article date de 2015, quand la France, après les attentats terroristes, a fait appel à l'aide de ses voisins, ce qui a conduit à une coopération bilatérale (sans une réponse militaire collective).

Son efficacité est limitée et ne semble pas en mesure de répondre aux besoins de l'Ukraine, qui aurait besoin de bien plus. De plus, cet article n'a jamais été pris au sérieux au niveau international et par les Européens eux-mêmes, les pays entrant dans l'Union faisant partie de l'OTAN (ce fut le cas pour les États d'Europe de l'Est en 2004, même si leur entrée dans l'Union est arrivée avant le Traité de Lisbonne, la question ne s'est pas posée car les pays faisaient déjà partis de l'OTAN). **Car l'article 42-7 sans moyens adossés est une option limitée pour assurer la défense européenne.**

Pour l'Ukraine, **l'application de l'article 42.7 pourrait fournir une base de défense collective**. Cependant, l'absence d'une politique de défense robuste et cohérente au sein de l'UE soulève des doutes quant à la capacité de l'Union à remplir efficacement cet engagement. Mais devant le refus des Américains, il sera nécessaire pour les Européens d'assurer eux-mêmes la sécurité en Ukraine, ce qui semble improbable dans l'état actuel.

Option 2 : Un traité d'assistance

Pour garantir la sécurité de l'Ukraine face à une Russie puissante, une alliance européenne solide pourrait mettre en commun ses capacités militaires et politiques afin de décourager toute tentative d'agression, en instaurant une dissuasion par la crédibilité d'une défense collective. **Il ne s'agit pas d'une alliance avec ou au sein de l'Union européenne, mais d'une alliance avec des États tels que la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou encore l'Italie sur le modèle franco-belge des années 1920.**

C'est un peu le modèle de **la Grande Ligue formée en 1684 pour contrer l'expansion ottomane en Europe**. À l'époque, plusieurs puissances européennes, dont l'Empire des Habsbourg, le Commonwealth polono-lituanien et la République de Venise, ont uni leurs forces pour protéger leurs territoires communs contre un ennemi nettement plus puissant sur le plan militaire et logistique. Ce regroupement visait avant tout à combiner les ressources militaires et les expertises stratégiques de chaque membre, posant ainsi un pare-feu collectif face aux assauts répétés des Ottomans. **La victoire décisive à la bataille de Vienne en 1683, renforcée par l'intervention opportune du roi polonais Jean III Sobieski, a prouvé que la coordination entre États, même aux intérêts parfois divergents, pouvait dissuader un agresseur déterminé.**

Cette deuxième option emporte notre préférence, mais celle-ci nécessite des prérequis. Nous en **identifions 4** à cet égard.

1. Augmenter les dépenses de défense

Les nations européennes doivent prioriser le respect de la directive de l'OTAN, **qui recommande d'allouer 2% du PIB aux dépenses de défense**, et même la dépasser. Donald Trump et Pete Hegseth ont demandé que ce chiffre soit porté à **5% du PIB, soit pour la France une augmentation de près de 150 milliards d'euros**. Cet objectif n'est pour le moment rempli que par la Pologne.

Ces fonds devraient idéalement être consacrés à **la modernisation des équipements militaires, à l'expansion des capacités de réaction rapide, à l'amélioration de l'interopérabilité entre les États membres**, et aussi permettre **d'engager davantage de soldats**. Mais il faut surtout que les fonds servent à l'achat d'armes et de munitions européennes, pour soutenir l'industrie de défense, et non pas des armements américains.

2. Construire un cadre de défense européen unifié

Les grands pays européens doivent accélérer leurs efforts pour créer une politique de défense cohérente, **sur le modèle de ce qu'ils ont fait avec la Communauté européenne de charbon et de l'acier, mais sur l'industrie de défense**. Cela présuppose l'établissement d'une structure centralisatrice, la rationalisation des processus d'approvisionnement, et le renforcement de la coopération via des initiatives telles que la CSP et le FED.

L'Europe de la défense a été souvent abordée, mais jamais réalisée malgré les tentatives **comme lors du plan Fouchet proposé par le Général de Gaulle au début des années 1960**. Une Europe de la Défense permettrait pourtant de faire corps avec la volonté de puissance, et de se donner les moyens d'atteindre l'autonomie stratégique, surtout alors que la défense du continent et la sécurisation du continent devrait nous revenir.

3. Renforcer la coopération avec l'OTAN voire créer un pivot européen dans l'OTAN

Au lieu de dupliquer les fonctions de l'OTAN, **les pays européens devraient se concentrer sur la complémentarité des capacités et chercher à avoir plus d'impact dans l'Alliance**. Même si l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est impossible, cela ne signifie pas que nous ne devrions pas compter sur l'Alliance pour stimuler la défense européenne (l'Ukraine ne faisant pas partie de l'équation). **Une coopération renforcée dans le partage de renseignements, la défense cybernétique et la logistique renforcerait la sécurité collective tout en évitant les redondances.**

Un activisme européen via un pivot européen au sein de l'OTAN permettrait aux Européens de prendre en main leur défense, alors que c'est leur continent qui est menacé, et non le continent américain. De plus, **l'Alliance leur permettrait un effet de levier non négligeable**, au moment où nous sortons de 30 ans de politique de « dividendes de la paix ».

4. Investir dans la défense hybride et cybernétique

Face à l'utilisation par la Russie de la guerre hybride durant cette guerre, et alors que cet usage devrait se généraliser à l'avenir, **l'Europe doit développer des défenses robustes contre la désinformation, les cyberattaques et la coercition économique**. Des formes d'affrontements auxquels nous ne sommes pas préparés, alors que nos forces sont d'avantage préparées à un affrontement conventionnel. Cela nécessite une approche globale impliquant des partenariats public-privé et des cadres réglementaires renforcés.

Même si la guerre en Ukraine n'est pas une guerre moderne, plutôt une guerre de la guerre froide avec des moyens modernes, elle doit être prise au sérieux par les Européens et doit servir de base **pour l'évolution de nos armées**. Les Européens doivent s'y préparer en investissant dans les drones ou d'autres moyens modernes. Mais des drones de taille réduite, pas des

machines semblables à l'Eurodrone de Airbus, dont la grande taille et le prix élevé le rendent inadapté. Toujours en parlant d'Airbus, les options SIRTAP et LOAD, bien moins chers et ITAR free, sont cohérentes et montrent la voie à suivre pour l'Europe.

VERS L'EMERGENCE D'UNE TROISIEME VOIE ? REINTERROGER NOS ALLIANCES

La fin de la guerre en Ukraine constitue un moment décisif pour la géopolitique européenne, incitant les nations du continent à remettre en question leurs alliances traditionnelles et à réévaluer leur place dans un contexte international en rapide évolution. Rappelant la politique de Charles de Gaulle durant la Guerre froide, **l'idée d'une « Troisième Voie » stratégique regagne aujourd'hui en pertinence**. Ce concept défend une autonomie européenne permettant au continent de développer des stratégies indépendantes, sans être totalement dépendant des États-Unis ni aligné sur des puissances émergentes comme la Chine.

Historiquement, Charles de Gaulle avait positionné la France comme un acteur souverain, mais surtout une puissance d'équilibre entre les deux superpuissances durant la Guerre froide. **Sa décision en 1966 de retirer la France du commandement intégré de l'OTAN symbolisait sa vision d'une France et une Europe capables d'affirmer leurs propres identités géopolitiques**⁶⁴. De Gaulle estimait que les intérêts français seraient mieux servis par une indépendance stratégique évitant tout alignement complet avec Washington ou Moscou.

Aujourd'hui, l'environnement géopolitique présente des similitudes frappantes avec l'époque de la Guerre froide comme nous avons pu le montrer précédemment, bien qu'avec de nouvelles dynamiques. Depuis son retour, Donald Trump, a adopté une politique étrangère transactionnelle et imprévisible, troublant profondément les alliés européens traditionnels. Les

⁶⁴ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. (s.d.). *France et l'OTAN*. NATO.

négociations unilatérales américaines avec la Russie sur l'Ukraine, menées sans tenir compte des préoccupations européennes, ont accentué les inquiétudes sur l'engagement américain envers la sécurité de l'Europe.

Dans le même temps, **l'ascension rapide de la Chine sur la scène internationale a complexifié les rapports mondiaux**, incitant de nombreux pays à refuser d'être contraints à un choix binaire rappelant les alliances de la Guerre froide. Dans ce contexte, l'appel à une « Troisième Voie » résonne fortement, encourageant la France, et l'Europe s'il est possible de convaincre, à définir indépendamment sa propre orientation diplomatique.

Au sein du discours politique européen, **la notion d'« autonomie stratégique »⁶⁵ a acquis une importance considérable**. Le président français Emmanuel Macron en est l'un des principaux défenseurs, soulignant la nécessité pour l'Europe de développer ses propres capacités de défense et de réduire sa dépendance à l'égard de la protection américaine. La vision du chef de l'État rejoint ainsi la conception gaullienne mais appliqué à l'Europe et non à la nation françaises⁶⁶. **Seulement, l'autonomie stratégique rencontre d'importants défis pratiques**. Le paysage de la défense européenne demeure fragmenté, chaque État membre de l'UE ayant ses propres priorités nationales et perceptions des menaces. Des initiatives telles que **l'Initiative européenne d'intervention (IEI)** ou la **Coopération structurée permanente (CSP)** représentent des avancées concrètes vers une intégration plus poussée de la défense européenne⁶⁷.

En réponse aux évolutions géopolitiques, **l'Europe devrait chercher de plus en plus à diversifier ses alliances**. D'abord, il s'agit de bâtir une Europe en « cercles concentriques » : **le groupe élargi « Weimar+ »**, qui inclut les membres originaux (France, Allemagne, Pologne) et désormais le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie et la Commission européenne. De même, **l'Initiative**

⁶⁵ Présidence de la République française. (2017, 26 septembre). *Discours du Président Macron sur une nouvelle initiative pour l'Europe*. Élysée.

⁶⁶ Polytechnique Insights. (2022). *Autonomie stratégique : le réveil de l'Europe*.

⁶⁷ Le Monde. (2025, 15 mars). *Les dépenses européennes en matière de défense devront augmenter considérablement*.

des Trois Mers (ITM) rassemble les pays d'Europe centrale et orientale des régions baltiques, adriatiques et de la mer Noire pour réduire les dépendances en termes de ressources stratégiques.

Mais une Europe en « cercles concentriques » ne suffira pas. Les pays européens doivent diversifier leurs alliances. Il ne s'agit pas de rompre avec les Etats-Unis, mais d'en réduire la dépendance stratégique pour parler au reste du monde avec une voix singulière au-delà des simples accords commerciaux comme avec le Mercosur ou la Nouvelle-Zélande.

Et il y a une opportunité historique. **Tout comme durant la Guerre Froide, de nombreux États cherchent à échapper à l'attraction gravitationnelle des grandes puissances.** Cela s'explique par une désillusion envers l'ordre libéral post-guerre froide, un ordre centré autour de l'Occident et des États-Unis, et une méfiance croissante envers le modèle chinois émergent. En clair, des pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est ou du Moyen-Orient affirment de plus en plus clairement leur refus d'être instrumentalisés dans une nouvelle confrontation idéologique globale.

L'adhésion de nombreux pays aux BRICS, et donc le rapprochement avec la Chine, a fait craindre à beaucoup de pays Occidentaux un alignement sur la Chine par de nombreux États du Sud Global. Mais ces derniers ne veulent pas adhérer à une logique de blocs et choisir un camp, **ils revendiquent la liberté de naviguer entre différentes alliances, sans subir de pressions idéologiques.** En d'autres termes, ces pays, qui avaient déjà adhéré à l'Ordre Américain et avaient des relations économiques et diplomatiques poussées avec l'Occident, cherchent juste à ne pas être dépendent de l'Occident et diversifier leurs liens. La soumission et dépendance à la Chine n'est pas voulue par beaucoup d'entre eux.

Ce mouvement est visible à l'échelle globale. **En Amérique latine, des structures comme la CELAC ou l'UNASUR connaissent un regain d'intérêt.** En Afrique, la mise en œuvre de la **Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)** incarne une volonté d'intégration régionale renforcée. Il

ne s'agit pas d'une rupture avec l'Occident ou avec la Chine, mais d'un rééquilibrage diplomatique, **centré sur l'autonomie stratégique**.

Si nous remontons un peu dans le temps, nous comprenons mieux cette volonté d'émancipation. **La Chine a voulu s'imposer de manière agressive et offrir une alternative aux américains à travers les initiatives des « Nouvelles routes de la soie » (BRI) et du Global Development Initiative (GDI)** par exemple, Pékin s'est érigé en partenaire du Sud global, proposant des financements d'infrastructures, un soutien politique et un contre-modèle face aux institutions dominées par l'Occident.

Mais cette coopération n'est pas sans tensions. **La surproduction chinoise, notamment dans les secteurs des véhicules électriques et des panneaux solaires, provoque un afflux massif de produits bon marché sur les marchés du Sud.** Ces exportations, si elles sont prisées pour leur accessibilité, fragilisent les industries locales et creusent les déséquilibres commerciaux. Même les pays bénéficiaires des investissements chinois, comme le Kenya ou le Pakistan, commencent à exprimer des inquiétudes sur la viabilité de leur dette ou le manque de transparence des projets. De plus, la Chine a tendance à utiliser de la main d'œuvre chinoise, ce qui limite l'attrait de l'aide chinoise et des investissements tant les populations locales ne bénéficient pas des liens avec la Chine, mais plutôt les responsables qui concluent ces accords. Enfin, par proximité avec la Chine, certains pays sont obligés d'acheter certains produits chinois de mauvaise qualité, comme pour l'industrie de défense, notamment des produits moins performants que les produits occidentaux.

La logique de « l'autonomie stratégique » européenne pourrait intéresser le Sud Global, aligné sur l'idée de faire émerger une véritable « Troisième Voie ». Contrairement aux États-Unis, souvent perçus comme interventionnistes, ou à la Chine, perçue comme opaque et intéressée, **l'Europe peut incarner un modèle de diplomatie fondée sur des principes et un pragmatisme équilibré.** L'Union européenne, malgré ses divisions internes, dispose encore d'une force normative considérable et d'un poids

économique significatif. Bien utilisée, cette double capacité lui permettrait de devenir un interlocuteur de confiance et un partenaire respecté.

La France, en particulier, dispose de nombreux atouts. **Ses liens historiques, culturels et économiques avec l'Afrique, le Moyen-Orient ou certaines régions d'Asie lui confèrent une légitimité diplomatique singulière.** Surtout, Paris a su plusieurs fois affirmer une ligne indépendante : **de son refus de participer à la guerre en Irak en 2003 à ses efforts pour maintenir le dialogue avec l'Iran sur le nucléaire,** la France a souvent montré qu'elle pouvait faire entendre une voix différente au sein du camp occidental.

Cela suppose aussi un changement de posture. **L'Europe doit rompre avec les attitudes paternalistes et privilégier des partenariats d'égal à égal.** Cela implique de soutenir les dynamiques d'intégration régionale en Afrique ou en Amérique latine, d'écouter les propositions du Sud sur la réforme de la gouvernance mondiale, et de s'engager pour corriger les déséquilibres structurels dans des institutions comme le FMI ou la Banque mondiale. D'autant plus que la Russie et la Chine provoquent un grand rejet, par exemple en Afrique où leurs méthodes brutales sont critiquées (prenons l'exemple de Wagner et des pillages en Afrique).

CONCLUSION

La guerre en Ukraine, en apparaissant comme un conflit local, a en réalité mis en **accélééré un basculement tectonique dans l'architecture des relations internationales et favorise l'avènement d'un nouvel ordre mondial**. Loin de se cantonner à l'affrontement direct entre deux États, ce conflit agit comme un révélateur de failles structurelles dans le système géopolitique contemporain, tant au niveau des alliances militaires, de la sécurité énergétique que de la gouvernance économique. Les sanctions économiques, les repositionnements stratégiques et la reconfiguration des réseaux d'influence témoignent de la montée en puissance de nombreux acteurs prêts à redéfinir les règles du jeu. Dans ce contexte, l'Ukraine symbolise un point de bascule, révélant la fragilité d'un ordre hérité de la Guerre froide et la nécessité d'inventer de nouvelles modalités de régulation au sein d'un système désormais multipolaire, où le multilatéralisme hérité de l'influence américaine laisse place à un régionalisme.

À travers ce conflit, **le monde assiste à la réaffirmation brutale de la souveraineté comme valeur cardinale** et au retour du monde westphalien, soit celui de la force et des frontières dans les relations internationales, et à une polarisation accélérée entre blocs, idéologiques ou non, mais avec un consensus de plus en plus clair : la remise en cause de l'ordre occidental. L'Europe, fragilisée doit rester résiliente, et chercher à défendre une troisième voie, sorte de nouveau mouvement non aligné, tandis que des puissances comme la Chine ou la Russie plaident pour un monde « multipolaire », où les règles ne sont plus universelles mais façonnées par les rapports de force et que les États-Unis se désolidarisent d'eux.

L'Ukraine, dans cette tendance mondiale, est bien plus qu'un champ de bataille : **elle est devenue un pivot historique**. Son destin influence non seulement l'avenir de l'Europe, mais aussi la crédibilité du modèle de démocratie libérale à l'échelle globale. La capacité des Occidentaux à se montrer résilients, à s'adapter et à innover dans ce contexte tendu définira les contours du siècle.

Ce mouvement de recomposition globale ne se résume cependant pas à un simple clivage Est-Ouest : **il se traduit par une complexification des partenariats et des alignements, reflets d'intérêts variables, parfois contradictoires, au sein même des grandes puissances.** Peut-être est-ce là l'un des héritages paradoxaux de la guerre en Ukraine : forcer le monde à se réinventer pour ne plus subir.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire.

Crédit photo : [President Trump & the First Lady's Trip to Europe](#), de [Trump White House Archived](#), via Flickr, sous licence PDM 1.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*